

CONFERENCE INFOS

Réduction de la pauvreté et régimes politiques

Rapport de l'atelier de méthodologie de l'UNRISD
21–23 février 2007, Genève

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Poverty Reduction and Policy Regimes* (Conference News, UNRISD/CN17/07/1, July 2007). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

Introduction

I^{ère} Partie: Rapports thématiques

Séance 1—Complémentarités institutionnelles, stratégies de croissance et réduction de la pauvreté

Séance 2—Régimes de protection sociale et réduction de la pauvreté

Séance 3—Pauvreté et inégalité

II^e Partie: Etudes de cas comparatives

Séance 4—L'Irlande et la Finlande

Séance 5—La province chinoise de Taiwan et la Malaisie

Séance 6—Le Brésil et l'Afrique du Sud

Séance 7—Le Botswana et le Kenya

Séance 8—Le Costa Rica et l'Inde

Séance de clôture—Conclusions et memento pour la recherche

Programme

Participants

Introduction

La réduction de la pauvreté est actuellement en tête des préoccupations relatives au développement international. La plupart des pays ont de vastes programmes de lutte contre la pauvreté, qu'ils aient ou non signé les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) imaginés par les institutions financières internationales (IFI) pour les pays les moins avancés (PMA).

D'aucuns craignent cependant que de nombreux pays ne soient pas en mesure de faire reculer sensiblement leur pauvreté, encore moins d'atteindre les buts fixés dans les Objectifs du Millénaire pour le développement. Ces pays suivent-ils la voie appropriée pour se développer? La question est au centre de ces inquiétudes. Ceux qui critiquent les politiques des IFI jugent que les effets déflationnistes du modèle de l'ajustement structurel qui s'est imposé dans les années 1980 continuent de limiter l'éventail des stratégies que les pays peuvent adopter pour lutter contre la pauvreté. Ils estiment que les leçons de certaines expériences n'ont pas été tirées, notamment celles des pays développés ou industrialisés tardivement, qui ont réussi à faire reculer la pauvreté en très peu de temps. Lorsqu'une partie importante de la population d'un pays vit dans la pauvreté, il n'est guère judicieux de traiter les pauvres comme une catégorie résiduelle. Si les Etats qui ont réussi récemment à se développer sont parvenus à abaisser de manière spectaculaire le nombre de leurs pauvres, c'est avec des politiques publiques dont l'objectif central était une lente transformation des structures, et non pas la réduction de la pauvreté en soi.

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a entrepris en 2006 d'étudier les causes, les dimensions et les dynamiques de la pauvreté. Son projet consiste à examiner, sous l'angle des régimes politiques choisis, la configuration des institutions et des politiques dans les trois domaines du développement économique, de la politique sociale et des rapports de force politiques, ainsi que la manière complexe dont cette configuration influe sur la pauvreté. Il vise à montrer quelles institutions et décisions et quels rapports de force politiques ont permis à certains pays

de mieux réussir que d'autres à faire reculer la pauvreté. Ce projet s'inscrit dans le prolongement des recherches de l'UNRISD sur la politique sociale dans un contexte de développement, dont les conclusions ont dénoncé la place accessoire donnée à la politique sociale dans les politiques publiques conçues pour stabiliser l'économie des pays en développement et la pousser sur la voie de la croissance.

Les 21–23 février 2007, l'UNRISD a organisé un atelier de travail à Genève pour discuter des thèmes de la recherche, des études de cas, de la méthodologie et des données nécessaires au projet. Quelques intellectuels remarquables pour l'intérêt de leurs travaux sur la pauvreté, l'inégalité, la politique sociale et le développement, ainsi que les coordonnateurs des pays choisis pour l'étude ont été invités à animer les discussions. Des fonctionnaires de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) travaillant sur la pauvreté et les types de régimes ont aussi participé à l'atelier.

Celui-ci a été divisé en deux parties. La première était thématique, avec trois séances consacrées aux questions des complémentarités institutionnelles, des stratégies de croissance et de la pauvreté; des régimes de protection sociale et de la pauvreté; ainsi que de l'inégalité et de la pauvreté. La seconde partie a comporté cinq séances au cours desquelles ont été exposées les études de cas qui donneront lieu à des recherches approfondies.

Le Directeur de l'UNRISD, Thandika Mkandawire, a ouvert la réunion en revenant sur le projet de la politique sociale dans un contexte de développement, qui, par ses leçons, a un intérêt direct pour les recherches sur la pauvreté. Ce projet a mis en évidence le pouvoir de transformation de la politique sociale. Le Directeur a souligné en particulier que, pour servir d'instrument de développement contre la pauvreté, la politique sociale doit répondre à quatre préoccupations majeures: distribution, protection, production et reproduction. Les Etats providence ont accordé plus ou moins d'importance à chacune d'elles, mais il existe généralement des complémentarités et des synergies considérables.

Les recherches précédentes ont aussi montré que la politique sociale ne doit pas seulement intervenir passé un certain seuil de développement et qu'elle n'est pas non plus le monopole des Etats providence avancés. C'est au contraire un instrument vital pour le développement, notamment pour le développement social. Les nouveaux pays industrialisés—et cela n'a rien de surprenant—ont eu tendance à adopter certaines mesures de protection sociale beaucoup plus tôt dans leur évolution que les "pionniers". On peut en conclure que bon nombre de mesures de protection sociale peuvent et doivent en fait être introduites lorsque les niveaux de revenu sont assez bas pour répondre à des impératifs à la fois normatifs et fonctionnalistes qui veulent que les mesures sociales servent à des fins de distribution, de protection et de production.

Vue d'ensemble du projet

Au cours de la séance d'ouverture, le coordonnateur de recherches de l'UNRISD, Yusuf Bangura, a donné une vue d'ensemble du projet sur la pauvreté. Il a traité de l'importance d'aborder l'étude de la pauvreté sous l'angle des orientations politiques. Un régime politique se définit par la manière dont sont liées entre elles les institutions et les politiques menées dans divers secteurs de l'économie d'un pays, pouvant produire des complémentarités institutionnelles. Le régime politique a des origines historiques données—il est déterminé par les trajectoires passées (*path dependence*)—et des valeurs normatives et s'accompagne d'un contexte qui donne un sens général au comportement stratégique des acteurs, y compris des décideurs politiques, des groupes d'intérêt et, plus généralement, des citoyens. Le projet remet en question les théories de convergence des politiques—qui proposent, pour aboutir au développement économique, un ensemble unique de politiques économiques—en montrant que des voies très diverses mènent au développement et au bien-être social et qu'elles peuvent avoir des effets différents sur la pauvreté.

Les régimes politiques qui ont choisi l'approche des études comparatives se sont surtout concentrés sur les sociétés industrielles avancées. On distingue deux grandes catégories de littérature: celle qui

traite de l'Etat providence et celle qui s'intéresse aux différentes formes de capitalisme. La première travaille souvent avec trois types de régimes—le social-démocrate, le conservateur-corporatiste et le libéral—alors que la seconde travaille avec deux types de régimes—les économies de marché coordonnées (EMC) et les économies de marché libérales (EML).

Les résultats sur le marché du travail et la protection sociale diffèrent selon les régimes. Les variations concernant la protection sociale résultent des valeurs attachées aux droits sociaux, de divisions institutionnelles entre le marché et l'Etat, des politiques de l'emploi et de différences dans les structures du pouvoir. Malgré l'utilité de ces typologies, elles souffrent de trois problèmes majeurs lorsqu'on adopte une vision globale du développement et de la protection sociale.

Premièrement, elles considèrent comme donnée la voie du développement ou de la croissance. L'indice de démarchandisation de Gøsta Esping-Andersen, qui évalue dans quelle mesure les marchés ont cessé de déterminer le bien-être des individus, suppose une économie de marché ayant résolu le problème du sous-développement. Il s'intéresse surtout à la redistribution du produit national. Or, comme l'ont relevé de nombreuses critiques, la marchandisation ou le développement est crucial dans les PMA où d'importantes couches de la population vivent encore hors de l'économie organisée.

Deuxièmement, ces typologies partent de l'hypothèse que la démocratie fonctionne bien et elles se concentrent sur les relations stratégiques qui se nouent entre les syndicats, les employeurs et les partis politiques, avec des idéologies que l'on peut situer sur un axe gauche-droite, pour influencer les politiques publiques. Dans de nombreux pays en développement, cependant, où la majorité des actifs travaillent dans l'agriculture et le secteur informel et où les niveaux de syndicalisation sont bas, les liens stratégiques entre les groupes organisés, les partis politiques et le gouvernement sont plutôt lâches. Il est difficile de situer les partis politiques sur un axe gauche-droite, parce qu'il y a, hors des classes, d'importantes variables dont dépendent l'articulation des intérêts et le comportement des électeurs, ainsi que les pratiques des partis et du gouvernement.

Troisièmement, l'analyse considère comme données les capacités de gouvernance ou de l'Etat. Dans tous les indicateurs sur la gouvernance, la protection sociale et la pauvreté, les résultats des pays à haut revenu sont supérieurs à ceux des pays à bas revenu ou à revenu intermédiaire, ce qui porte à croire que le revenu ou le développement lui-même peut être responsable de ces différences plutôt que l'inverse. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les types de gouvernance, et non les capacités de gouvernance, informent le travail des théoriciens des régimes politiques des sociétés avancées. Ils posent qu'il est possible, dans ces sociétés, de concevoir politiques et institutions de manière à obtenir des résultats qui correspondent aux caractéristiques de chaque régime. On ne peut pas faire la même hypothèse dans le cas des PMA, où la gouvernance présente des carences très diverses. La capacité d'orienter les politiques et de s'engager sur la voie du développement varie considérablement d'un pays à l'autre.

Avec les disparités entre niveaux de développement, il est difficile d'avoir des typologies qui soient universellement applicables. Leur construction pose des problèmes théoriques et de données. Les tentatives les plus réussies sont celles qui ont cherché à établir des typologies propres à une région donnée, comme l'Amérique latine et l'Asie orientale.

Après son survol des régimes, Yusuf Bangura a exposé les grandes questions du projet sur la pauvreté, qui comprend deux volets. Le premier est un travail de recherche comparatif sur les régimes politiques et la réduction de la pauvreté et le second, une phase préparatoire à l'établissement d'un rapport phare de l'UNRISD sur la pauvreté (voir l'encadré 1 pour la structure de ce rapport). Le projet vise à comprendre les dimensions et les dynamiques de la pauvreté en se concentrant sur trois grandes questions: les stratégies du développement économique; les interventions de politique sociale; et les rapports de force politiques et les institutions de gouvernance qui les sous-tendent ou en sont le moteur.

Les stratégies de développement contribuent pour une large part à expliquer la voie suivie par les pays pour être au rendez-vous de la croissance, et la transformation de leurs structures. La recherche

s'intéresse aux stratégies axées sur la transformation industrielle et à leurs répercussions sur d'autres secteurs de l'économie comme l'agriculture, les services et le secteur informel. La plupart des pays ont opté pour une combinaison d'industries capables de substituer des produits nationaux aux importations et/ou une croissance tirée par les exportations. Les stratégies de substitution de produits nationaux aux importations peuvent être différenciées selon l'importance accordée à l'utilisation de la main-d'œuvre, qualifiée et non qualifiée, et à l'intensité du capital, et la manière dont la substitution se combine à d'autres stratégies telles que la réforme agraire, la promotion des exportations et la redistribution des revenus. Les deux stratégies s'accompagnent d'incitations différentes aux producteurs, notamment dans le domaine des relations entre l'Etat et les entreprises, et facilitent ou freinent les efforts tendant à renforcer la capacité de développement de l'Etat. Les recherches mettront en lumière les processus et niveaux de changement structurel, les secteurs de l'économie qui tirent la croissance, ainsi que les effets des stratégies de croissance sur le marché du travail dans les divers secteurs. Elles devraient permettre de comprendre en quoi la dynamique de l'économie et la voie choisie pour la croissance affectent l'emploi, la distribution du revenu et la pauvreté avant que les transferts sociaux ne soient effectués.

Le deuxième aspect du projet de recherche a trait à la politique sociale et à la pauvreté. Même lorsque les niveaux de l'emploi sont élevés, les politiques sociales sont souvent décisives pour sortir les gens de la pauvreté. Le présent projet examine en quoi la politique sociale soutient le développement et apporte une protection à la grande majorité de la population. Pour la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), il a été démontré que les niveaux de pauvreté baissent considérablement à partir du moment où des transferts sociaux ont été effectués et que c'est dans les pays sociaux-démocrates ayant des politiques sociales complètes que la pauvreté recule le plus. Les données indiquant que les nouveaux pays développés ont des investissements sociaux élevés ou dépensent beaucoup pour l'éducation ou la formation et que les fonds de l'assurance sociale servent souvent à accélérer l'industrialisation, en particulier à se doter d'équipements, montrent bien le rôle de la politique sociale dans le développement. L'Etat qui joue un rôle actif dans le développement du capital humain aide aussi à stabiliser l'emploi parce que les entreprises peuvent être réticentes à licencier des employés qualifiés et, dans certains cas, ces investissements sociaux peuvent même aider les entreprises et les employés à accepter des politiques de l'emploi flexibles si elles sont nécessaires au développement. Dans certains cas heureux, la réduction de la pauvreté est dans une large mesure fonction de l'expansion de l'emploi, parce que la protection ou l'assurance sociale est fortement liée à l'emploi. Dans de tels cas, les redistributions après transferts ne sont pas nécessairement favorables aux pauvres et aux chômeurs, en particulier dans les pays où seule une faible proportion des salariés est employée dans l'économie formelle.

Les institutions politiques des régimes peuvent aussi avoir leur importance, bien que la pauvreté ait reculé dans des régimes autoritaires comme dans des démocraties. On peut distinguer trois grands modèles politiques ayant réussi à faire reculer la pauvreté. Le premier prend pour référence les mécanismes politiques qui sous-tendent le recul de la pauvreté dans les Etats développementaux autoritaires. Une croissance rapide et la transformation des structures ont dirigé vers l'industrie une importante main-d'œuvre, qui a accepté la modération des salaires, la loyauté envers l'entreprise et la domination de l'Etat en échange d'une protection sociale réglementée par l'Etat et assurée par l'entreprise, d'un emploi à vie et d'une formation continue.

Le deuxième est le modèle communiste, dans lequel la légitimité des dirigeants dépendait de leur aptitude à appliquer des politiques sociales favorables aux pauvres. L'aide sociale passait souvent par les entreprises d'Etat et les dirigeants parvenaient à réduire la pauvreté grâce à des plans centraux qui garantissaient le plein emploi. Dans ce modèle, les choix des pauvres et de la classe ouvrière étaient liés à ceux des dirigeants du parti et des technocrates.

Dans ces deux modèles, le pouvoir était assez concentré et la concurrence en politique, découragée. Autrement dit, il s'agissait d'Etats très centralisés, technocratiques et fondés sur la cohésion.

Le troisième modèle est celui des démocraties avancées dont les politiques réussissent à faire reculer la pauvreté. Il apparaît que les pays dans lesquels des partis de gauche ont été longtemps au pouvoir et où les employés, le patronat et l'Etat coopèrent pour gérer les conflits économiques produisent de meilleurs résultats que les régimes libéraux pour ce qui est de la protection sociale et de la réduction de la pauvreté. Dans le modèle social-démocrate, chaque acteur dispose d'instruments qu'il peut utiliser pour faire céder les autres—pour les employés, c'est la possibilité de faire grève. Cependant, la population active des démocraties à faible revenu ou à revenu intermédiaire présente des caractéristiques sensiblement différentes de celles des démocraties avancées. Dans les pays pauvres, le pourcentage d'actifs travaillant dans l'agriculture et le secteur informel est plus élevé, la syndicalisation est faible et les syndicats peu représentés. Ces résultats font ressortir la nécessité d'examiner le poids de groupes d'intérêt autres que ceux des travailleurs, des paysans, des actifs du secteur informel et des groupes de population souffrant d'une pauvreté chronique lors de la conception des stratégies nationales de développement et des politiques de protection sociale.

Des élections compétitives peuvent être un instrument entre les mains des pauvres et faire accéder au pouvoir des gouvernements à orientation sociale, en particulier dans les démocraties où l'électeur médian est pauvre. C'est ce qui semble se produire dans de nombreux pays d'Amérique latine où des partis de gauche ont pris le pouvoir. Mais il est douteux que la concurrence électorale puisse, à elle seule, changer assez profondément les politiques publiques pour faire reculer massivement la pauvreté.

Il est instructif de relever ici que les DSRP accordent aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux groupes sans base productive un rôle privilégié dans l'établissement de politiques de réduction de la pauvreté; le processus lui-même tend à être détaché de la vie politique habituelle; les décisions ne lient pas les participants; les organisations citoyennes n'ont pas d'instruments qu'elles puissent utiliser pour obliger le gouvernement et les entreprises à appliquer les accords; et lorsqu'il s'agit de choisir l'orientation du développement, les vues des IFI sont décisives.

En faisant porter l'analyse sur la dynamique des stratégies de développement, des politiques sociales et du jeu politique, le projet de recherche de l'UNRISD a pour but de comprendre les diverses dimensions de la pauvreté, ventilées par catégorie de revenu, sexe, ethnie, lieu géographique et cycles de vie. Tout en étant très attentive aux répercussions sur la pauvreté des changements d'orientation politique et des réformes des politiques, la recherche dégage des tendances sur de longues périodes et met en lumière les groupes qui restent pris au piège de la pauvreté, quelles que soient les politiques suivies. Le lien entre pauvreté et inégalité est un autre facteur essentiel qui retient l'attention: la recherche de l'UNRISD vise à déterminer la structure et l'évolution de l'inégalité (des richesses et des revenus personnels) selon les régimes politiques et les périodes, ainsi que les effets de l'inégalité sur la pauvreté.

lère partie: Documents thématiques

Séance 1—Complémentarités institutionnelles, stratégies de croissance et réduction de la pauvreté

Ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler les complémentarités institutionnelles tient une place primordiale dans l'étude des régimes politiques. L'efficacité d'une institution ou d'une politique dans un secteur particulier peut aboutir à la mise en place d'institutions et de politiques complémentaires dans d'autres secteurs ou la rendre nécessaire. Par exemple, dans les études des sociétés industrielles avancées, on croit souvent que le capitalisme boursier, axé sur la rentabilité à court terme, a besoin de marchés du travail flexibles; et que le capitalisme de sociétés, qui sont financées par les banques et s'enchevêtrent par le jeu des actions et des sièges aux conseils d'administration, ou "capital patient" (placements à long terme), fait bon ménage avec des institutions corporatistes sur le marché du travail. Cependant, les événements qui se sont produits récemment dans certains pays laissent à penser que l'éventail des complémentarités possibles peut être plus grand que ne le prévoit la théorie. En se

mettant en bourse pour subvenir à leurs besoins de financement, les sociétés allemandes n'ont pas précipité la fin de la cogestion et de la négociation collective.

Au cours de la première séance de travail de l'atelier, Robert Boyer a présenté ses travaux sur les complémentarités institutionnelles, qui l'ont amené à se demander pourquoi et comment le capitalisme diffère d'un pays à l'autre et comment il convient de réformer les institutions pour promouvoir la croissance et la justice sociale. Il a évoqué certaines des raisons pour lesquelles les explications qui attribuent à une cause unique le sous-développement et la pauvreté sont insuffisantes: cela tient notamment au fait que ces explications sont uniquement centrées sur les mécanismes du marché; à la méconnaissance des politiques sociales, qui peuvent compléter la croissance; à la difficulté d'adopter les bonnes pratiques observées dans d'autres pays; et à l'idée qu'il existe une configuration institutionnelle idéale.

L'hypothèse de la complémentarité institutionnelle (HCI) a été appliquée dans le cas de comparaisons internationales, qui montrent que l'Etat n'est qu'un mécanisme de coordination parmi d'autres, au même titre que les marchés, la hiérarchie, la collectivité, les réseaux et les alliances. De plus, il a été démontré que certaines politiques sociales telles que celles qui sont menées pour assurer la sécurité des revenus et du travail et protéger la vie pouvaient à la fois avoir des effets positifs sur la production et réduire la pauvreté. Cependant, l'adoption d'institutions qui ont été efficaces ailleurs pose des problèmes particuliers parce qu'elles n'agissent pas seules, mais avec les institutions nationales déjà en place. Il peut y avoir incompatibilité entre elles, ce qui entraînerait une détérioration des résultats et une aggravation de la pauvreté. Les travaux de Robert Boyer ont montré qu'il existe de nombreuses configurations heureuses qui reposent sur la complémentarité de diverses institutions. Ils laissent à penser que les efforts faits pour imposer aux pays pauvres un modèle unique de développement et de réduction de la pauvreté contredisent les enseignements de l'histoire sur la diversité des institutions et des voies politiques que l'on peut emprunter.

De nombreux mécanismes institutionnels, loin de se substituer les uns aux autres, se complètent. L'un d'eux peut être capable de corriger les imperfections d'un autre. De plus, certains d'entre eux ont pour but la rentabilité économique et d'autres, la justice sociale. Ce qui laisse à penser qu'il est possible de rendre compatibles, sinon complémentaires, la croissance et la réduction de la pauvreté.

Jusqu'à présent, l'HCI n'a été appliquée qu'à des pays développés. Cependant, Robert Boyer a esquissé deux méthodes possibles pour déceler les configurations institutionnelles heureuses dans les pays en développement. La première consiste à rassembler des données sur les pays ayant réussi à réduire la pauvreté et à utiliser l'analyse qualitative comparative (AQC) pour remonter par induction aux institutions et aux politiques qui, réunies, ont permis de faire reculer la pauvreté. Il faut ensuite construire des données de panel pour évaluer l'impact quantitatif de chaque ensemble de variables. Il est une deuxième méthode qui convient à l'étude de cas unique portant sur une période donnée: elle consiste à étendre à la réduction de la pauvreté le modèle du diagnostic de croissance proposé par Hausman, Rodrik et Velasco (2005)¹, et de l'utiliser pour sélectionner les politiques qui à la fois stimulent la croissance et réduisent la pauvreté.

Discussion

Plusieurs questions ont porté sur les transitions entre mécanismes institutionnels et la possibilité de reproduire les expériences d'autrui ou d'en tirer des leçons. Il vaut mieux se représenter les mécanismes institutionnels comme des trajectoires que comme quelque chose de fixe. De graves crises économiques et politiques ont effectivement le pouvoir de changer brutalement ces trajectoires.

Les participants ont relevé la difficulté de reproduire des institutions sorties de leur contexte national. Importer une institution et la faire fonctionner en pratique sont deux choses distinctes, ont-ils fait remarquer. Ils ont donné l'exemple de la démocratie, qui existe dans les formes dans de nombreux

¹ Hausman, R., D. Rodrik et A. Velasco. 2005. *Growth Diagnostics*. Disponible à: <http://ksghome.harvard.edu/~drodrik/barcelonafinalmarch2005.pdf>.

pays en développement mais ne fonctionne pas toujours à l'avantage du peuple. Robert Boyer a relevé que s'il n'est pas possible de reproduire la configuration institutionnelle d'un autre pays, on peut cependant en tirer des leçons et créer des modèles nouveaux en adaptant les configurations d'autres pays. De même, on ne peut pas, en matière de recherche, appliquer les conclusions d'un cas à un autre cas. Robert Boyer a mis en garde contre la tentation de porter des jugements sur des cas sans les avoir soumis à un examen approfondi.

Un participant a contesté la focalisation sur le cas irlandais, que Robert Boyer avait présenté comme une réussite. Robert Boyer a fait valoir que le modèle irlandais avait réussi à régler de nombreux problèmes passés mais que, vu la rapidité des changements, les institutions n'étaient pas nécessairement capables d'affronter les problèmes qui commençaient à se poser au pays. Il se peut même que le succès les ait éclipsés. Le modèle irlandais a consisté essentiellement à attirer des investissements étrangers directs par une faible imposition des sociétés, et plusieurs nouveaux venus dans l'Union européenne (UE) suivent maintenant cet exemple. Plusieurs participants se sont demandés s'il était viable à long terme d'"acheter" les investissements de cette manière.

Quelqu'un a relevé que les pays ayant le pourcentage le plus élevé de travailleurs employés dans le secteur des technologies de l'information (TI) étaient les Etats-Unis et les quatre pays nordiques. Cela semble contradictoire car les politiques menées ne sauraient être plus différentes. Néanmoins, Robert Boyer a souligné que le moteur de l'économie des Etats-Unis était davantage la finance que l'industrie high-tech qui, en fait, ne contribuait que très modestement à la croissance dans ce pays.

Enfin, on a constaté l'importance de la famille dans les régimes de protection sociale. Les recherches faites en Amérique latine ont montré que de nombreux régimes de protection sociale s'appuyaient sur la famille plutôt que sur l'Etat, et que toute analyse de la réduction de la pauvreté devait prendre en compte les familles. Les migrations internationales et les fonds envoyés par les émigrés tiennent une place importante dans la protection de la famille.

Séance 2—Régimes de protection sociale et réduction de la pauvreté

Au cours de la deuxième séance, John Stephens a exposé dans les grandes lignes ses travaux sur les considérations politiques entrant en ligne de compte dans la réduction de la pauvreté et la redistribution dans les pays développés. Il a constaté que si tous les Etats providence avancés redistribuent les revenus et réduisent la pauvreté, les variations sont grandes entre les différents types de protection sociale. Il a constaté en particulier que les gouvernements qui redistribuaient le plus étaient les sociaux-démocrates, suivis des chrétiens-démocrates et que les régimes libéraux étaient ceux qui redistribuaient le moins.

La recherche de John Stephens a montré que, dans les pays de l'OCDE, la taille de l'Etat providence était le facteur le plus important pour la redistribution et la réduction de la pauvreté. Bien que la Suède, en particulier, ait l'un des régimes publics de retraite les plus inégalitaires, elle a la distribution des revenus bruts la plus égalitaire parce que les dispositions généreuses du régime de retraite public tendent à évincer même les sources de revenu les plus inégalitaires telles que les retraites privées. Son analyse de données récentes provenant de l'OCDE/Statistique Canada sur les connaissances de base montre que les Etats providence sociaux-démocrates réussissent mieux que les autres à valoriser le capital humain. Le niveau des compétences chez les moins nantis dans les pays nordiques et les Etats providence chrétiens-démocrates est plus élevé que dans les régimes sociaux libéraux et, chez les plus nantis, il est légèrement plus élevé pour la première catégorie de pays que pour la seconde. John Stephens a conclu que "les Etats providence sociaux-démocrates se maintiennent dans un cercle vertueux dans lequel la redistribution par l'impôt et les transferts sociaux fait baisser les taux de pauvreté et d'inégalité, ce qui aide ceux qui sont au bas de l'échelle à atteindre des niveaux de compétence plus élevés, facteur qui contribue, avec une négociation centralisée, à une dispersion moins grande des salaires et qui allège ainsi la charge incombant au système d'imposition et de transfert de maintenir la pauvreté et l'inégalité à un niveau bas".

John Stephens a fait observer cependant qu'à la différence de l'expérience faite dans les pays de l'OCDE, les dépenses consacrées à la protection sociale ne réduisent pas systématiquement les inégalités en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ces dépenses ne réduisent les inégalités que dans les démocraties. Les pays dont l'histoire a été marquée par un régime parlementaire de centre gauche semblent avoir produit moins d'inégalités. Cependant, comme les programmes de protection sociale sont financés par des cotisations, 80 % des dépenses de la sécurité sociale ne profitent qu'aux travailleurs du secteur formel. Le secteur informel, qui comprend entre 40 et 60 % des actifs, n'est pas couvert par ces programmes. De ce fait, les retraites, constituées par cotisations et liées à l'emploi, n'ont guère de chances de faire reculer la pauvreté en Amérique latine.

Souhaitant tirer des expériences des démocraties industrielles avancées des leçons susceptibles d'aider les pays en développement à réduire la pauvreté et les inégalités, John Stephens a étudié l'histoire de cinq régimes sociaux dont les prestations ne sont pas liées à l'emploi. Ces régimes étaient les suivants: le régime des retraites des citoyens des pays nordiques, constitué par un impôt prélevé à un taux uniforme; les services publics nordiques de la santé, de l'éducation et de l'aide sociale, fournis sur la base de la citoyenneté et du domicile; les allocations familiales fondées sur la citoyenneté, qui visent à sauver les enfants de la pauvreté dans les démocraties les plus industrialisées; les services nationaux de santé dans le sud de l'Europe; et les indemnités globales de chômage en Australie et en Nouvelle-Zélande. L'application de ces politiques reposait sur des pactes entre groupes sociaux ou politiques, par exemple entre le parti social-démocrate et celui des paysans, ou entre les sociaux-démocrates, les travaillistes et le mouvement féminin dans le cas des régimes nordiques.

Discussion

Lors de la discussion, les participants ont cherché à savoir quels étaient les effets de la libéralisation sur les régimes sociaux nordiques, qui apparemment évolueraient dans un sens moins égalitaire. John Stephens a affirmé que, bien que la mondialisation ait eu de lourdes conséquences sur la macroéconomie et la négociation salariale dans les pays nordiques, elle n'avait pas eu de graves répercussions sur l'Etat providence. En fait, les changements qui s'opèrent dans les régimes sociaux sont dus à la démographie, la baisse des taux de fécondité aboutissant à des problèmes majeurs pour les régimes de retraite par répartition. L'Etat providence n'enlève rien à la compétitivité du secteur des exportations, a-t-il déclaré.

Lorsqu'on considère les effets redistributifs des politiques sociales, ce n'est pas seulement le montant dépensé pour l'éducation ou la santé qui est important, mais aussi le type de dépenses, a souligné John Stephens. Il est important, par exemple, de ventiler les dépenses de l'éducation en éducation primaire, secondaire et tertiaire, car cette dernière risque d'être moins redistributive que les autres. Cette distinction vaut aussi pour la santé, les dépenses consacrées aux soins préventifs étant plus redistributives que celles affectées aux soins curatifs.

La discussion a relevé l'existence d'un cercle vertueux amorcé par la marchandisation de la main-d'œuvre féminine et le développement des services de soins et d'assistance dans les pays nordiques sociaux-démocrates. Dans les régimes sociaux libéraux, au contraire, où l'activité des femmes a augmenté, mais souvent pour prendre des emplois peu rémunérés et peu sûrs, il n'y a pas de cercle vertueux comparable. Bien que les régimes démocrates-chrétiens aient le taux le plus bas d'activité féminine, les soins et l'assistance dispensés y sont meilleurs que dans les régimes libéraux. Il est difficile de voir quelles coalitions politiques il faudrait pour que la demande de services de soins et d'assistance se fasse plus pressante dans les régimes libéraux. Dans certains cas, l'inégalité est telle qu'elle affecte même ce pour quoi les organisations féminines font campagne. John Stephens a donné l'exemple des Etats-Unis où les organisations féminines militent généralement pour la discrimination positive et l'égalité des chances, ce qui, dans les faits, aide probablement les femmes des classes moyenne et supérieure.

La discussion a aussi fait ressortir la nécessité d'une politique sociale de l'Etat qui tienne compte des dispositions sociales prises par les communautés et les familles. L'exemple du Botswana a été révélateur à cet égard: dans ce pays, la modeste retraite que verse l'Etat et à laquelle tous les citoyens

ont droit à eu pour effet d'aggraver le sort de certaines personnes âgées car leur famille, qui traditionnellement les prenait en charge, ne subvient plus à leurs besoins, jugeant que c'est à l'Etat de remplir cette fonction.

La question de la place des migrants dans les systèmes sociaux a été également soulevée. John Stephens a répondu que la distinction entre immigrés en situation régulière et immigrés en situation irrégulière était vitale et que, dans les pays nordiques, les immigrés en situation régulière bénéficiaient des mêmes prestations, dans les domaines de la santé et de l'éducation par exemple, que les nationaux. La situation des immigrés en situation irrégulière est moins claire, mais ils ne sont pas très nombreux dans les pays nordiques. Aux Etats-Unis, où les immigrés en situation irrégulière sont plus nombreux, tous les enfants peuvent aller à l'école et, en Caroline du Nord, il est même illégal de la part des autorités d'enquêter sur la situation juridique des enfants ou de leurs parents.

Enfin, s'agissant des données, il a été relevé que le calcul du coefficient de Gini repose d'habitude sur des valeurs purement monétaires et, de ce fait, ne tient pas compte d'autres types de ressources, qui peuvent être extrêmement importantes, en particulier pour les pauvres. Cependant, la base de données sur les revenus et les inégalités dans le monde (WIID) de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (WIDER) contient des données sur la consommation, qui ne sont pas toutes monétaires, et sur les dépenses et, comme telle, peut régler certains de ces problèmes.

Séance 3—Pauvreté et inégalité

De récentes études portent à croire que dans les revenus nationaux de divers pays, la part du capital a fortement augmenté et celle des salaires a diminué. Cet état de choses a été attribué à la libéralisation financière, à des politiques fiscales régressives et à des programmes de privatisation exécutés dans des contextes peu réglementés, à des dépenses publiques qui n'ont pas su protéger les pauvres dans les périodes d'ajustement, à des politiques de l'emploi axées sur la flexibilité salariale, au développement de l'économie informelle et à l'érosion des salaires minimaux et du pouvoir de négociation des syndicats. De fortes inégalités réduisent l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance: autrement dit, si les inégalités sont très marquées, un pays aura besoin de taux de croissance plus élevés pour faire reculer la pauvreté. Cependant, les niveaux d'inégalité varient selon les pays; et certains Etats développementaux ont obtenu à la fois une forte croissance et de faibles inégalités, même si les tendances récentes laissent à penser que les inégalités se creusent à mesure que sont adoptées des réformes axées sur le marché. Lorsqu'on veut mesurer la pauvreté et les inégalités dans le monde, on se heurte à des problèmes de données et de méthodes. La troisième séance a porté sur ces questions, avec des exposés de Sanjay Reddy sur les mesures de la pauvreté, et de Franklin Serrano sur la distribution fonctionnelle et personnelle des revenus.

Sanjay Reddy a présenté les conclusions de ses recherches, qui ont fait ressortir l'insuffisance des mesures comparatives de la pauvreté entre pays. Actuellement, les seuils de pauvreté d'un et de deux dollars par jour retenus par la Banque mondiale sont les seuls indicateurs largement accessibles, mais ces mesures présentent de graves faiblesses. D'abord, il est de plus en plus admis que la pauvreté présente de multiples aspects et que le revenu, s'il est un moyen de parvenir à une fin, n'est pas un critère suffisant lorsqu'il s'agit de mesurer la pauvreté. De plus, le choix d'un et de deux dollars par jour comme seuil de pauvreté est entouré d'un épais mystère. Ces montants ne sont pas clairement liés à une quelconque conception de la pauvreté et ont été probablement choisis pour leur simplicité rhétorique et parce qu'ils correspondaient au seuil national de pauvreté de quelques pays en développement.

Au-delà des questions conceptuelles, Sanjay Reddy a mis en évidence plusieurs problèmes que posent les estimations de la pauvreté calculées sur la base de ces seuils. Les facteurs de conversion des parités du pouvoir d'achat (PPP), en particulier, qui servent à calculer les seuils de pauvreté nationaux à partir de valeurs internationales, sont problématiques. Le pouvoir d'achat est très différent selon les produits et ne peut donc être comparé que pour des biens précis. Dans le calcul des estimations de la pauvreté, il est essentiel que les conversions du PPP reposent sur des biens importants pour les pauvres. Or, les

facteurs de conversion utilisés sont très divers et incluent bien des services qui ne sont probablement pas pertinents pour les plus pauvres. La Banque mondiale a entrepris de calculer des PPP en rapport avec la pauvreté pour répondre à cette objection, mais d'autres problèmes de taille demeurent. Le choix d'une année de référence, notamment, a une forte incidence sur les estimations de la pauvreté; comme l'année de référence change périodiquement pour fournir des informations plus "actualisées", les comparaisons dans le temps deviennent très problématiques.

La Banque mondiale s'est servie de ses données pour prétendre que l'incidence de la pauvreté diminuait et a attribué ce succès aux politiques de libéralisation. Cependant, dans des travaux précédents, Sanjay Reddy et ses coauteurs ont montré qu'il était difficile de vérifier l'exactitude de ces dires. Ils ont procédé à une analyse de sensibilité, qui montre que les estimations varient considérablement, d'une pauvreté réduite de plus de la moitié entre 1990 et 2001, à une progression de la pauvreté pendant cette même période. S'il ne prétend pas que la pauvreté a effectivement augmenté, Sanjay Reddy a recommandé d'interpréter avec prudence des données sur la pauvreté susceptibles de présenter de telles faiblesses conceptuelles et méthodologiques. De fait, les estimations de la pauvreté basées sur la nutrition font apparaître une incidence de la pauvreté considérablement plus forte que lorsque le seuil est fixé à un dollar et, dans certains cas, à deux dollars par jour.

S'agissant des exigences du présent projet, étant de nature comparative, il suppose que l'on compare les données internationales sur la pauvreté, a affirmé Sanjay Reddy. Il a recommandé de se servir d'estimations de la pauvreté fondées sur les seuils de pauvreté officiels mais aussi de bien en peser la pertinence. De plus, il faudrait utiliser autant que possible des mesures autres que les revenus parce qu'elles sont à bien des égards plus fiables et plus révélatrices. Il a donné l'exemple de la mortalité infantile, qui est au moins un concept solide, bien que la collecte de données puisse donner lieu à certains problèmes.

Franklin Serrano a insisté sur l'importance de prendre en considération la distribution fonctionnelle des revenus, l'un des éléments essentiels pour expliquer la distribution personnelle des revenus. Ainsi, même si le principal sujet de préoccupation est la distribution personnelle des revenus ou la pauvreté, on ne peut pas les comprendre complètement sans connaître la distribution fonctionnelle des revenus.

L'économie néoclassique repose sur la notion de substitution de facteurs et cette hypothèse aboutit à divers résultats importants. L'un d'eux veut qu'à mesure que baisse le prix d'un facteur, plus ce facteur sera utilisé. Le produit de ce facteur sera alors vendu. Par exemple, si une personne acquiert une formation, on suppose qu'elle pourra la combiner à d'autres moyens de production, ce qui aboutira à une augmentation d'un produit, qui est censé se vendre et entraîner une hausse de revenu.

Dans la conception de la distribution fonctionnelle des revenus, les facteurs sont considérés comme surtout complémentaires. Cela peut avoir un résultat paradoxal: ainsi, faute d'une augmentation des possibilités d'emploi, une formation plus poussée aura pour effet d'amener plus de gens qualifiés à rechercher les mêmes emplois. Franklin Serrano a donné l'exemple de Brésiliens qui, bien que titulaires d'une maîtrise, sont chauffeurs de taxi. Si l'on part de l'hypothèse qu'une meilleure distribution passe par une amélioration des capacités et des compétences des individus, on mettra l'accent sur la distribution personnelle des revenus; en revanche, si l'on part de l'hypothèse que l'économie, les secteurs et l'entreprise sont les principaux déterminants de la quantité et de la qualité des emplois disponibles, la distribution fonctionnelle aura toute son importance.

L'économie du développement se distingue fondamentalement de l'économie néoclassique, a estimé Franklin Serrano, en ce qu'elle rejette l'hypothèse de la rareté de la main-d'œuvre dans les pays en développement. Cet argument a été aussi utilisé par Arthur Lewis pour expliquer les prix relatifs de l'acier et du café, et remet en question la théorie de l'avantage comparé.

Cependant, la théorie de l'économie du développement a été contestée à bien des égards, notamment pour la vision par trop optimiste de la mesure dans laquelle l'épargne pourrait être convertie en investissements et l'hypothèse selon laquelle les investissements étrangers directs (IED) et l'aide

auraient toujours une influence positive. De plus, elle ne s'est pas suffisamment intéressée aux conditions politiques à remplir pour avoir un Etat développemental. Il y a eu aussi d'importants problèmes pratiques, comme la tendance de l'Etat à privilégier les villes et les industries lorsqu'il conduit l'industrialisation, la lenteur relative avec laquelle la pauvreté a reculé et le temps que mettent les pays à rattraper leur retard technologique.

Franklin Serrano a jugé cependant que certaines de ces critiques pratiques venaient davantage de l'accent mis sur les stratégies de développement à la soviétique, qui faisaient passer "l'industrie d'abord", que de la nature même de l'économie du développement. Bien que conscients des problèmes, de nombreux pays ont connu une forte croissance économique jusqu'au début des années 1980, et bien que beaucoup aient été alors très endettés, ils ne se sont heurtés à un problème majeur que lorsque les Etats-Unis ont changé de politique financière et ont élevé unilatéralement les taux d'intérêt, rendant ainsi le crédit inaccessible.

Discussion

Lors de la discussion, les participants ont exprimé des préoccupations à propos de la distribution fonctionnelle des revenus. Ils ont relevé notamment que les conceptions en la matière avaient été inspirées par l'industrialisation du Nord. Elles reposaient sur l'hypothèse de deux classes principales, celles des capitalistes et des ouvriers, et de la marchandisation, ce qui ne correspond pas nécessairement à la situation dans de nombreux pays en développement. L'exemple de l'Afrique du Sud a montré que la part des profits augmentait tandis que celle des salaires diminuait. Cette croissance de la part des profits est endogène à ce qui se produit sur le marché du travail. A la suite de changements politiques, les travailleurs organisés ont pu obtenir des salaires réels plus élevés, ce qui a amené les employeurs à remplacer la main-d'œuvre non qualifiée par une production à forte intensité de capital. Il en est résulté une baisse massive de l'emploi, une augmentation de la productivité et des hausses salariales pour ceux qui avaient encore un emploi. En revanche, ceux qui ne sont pas marchandisés ou le sont partiellement sont les grands perdants. Il y a donc effectivement trois classes: les capitalistes, les travailleurs du secteur formel et ceux qui se trouvent hors de ce secteur et ne sont pas marchandisés. Si le sort des travailleurs du secteur formel s'améliore, ceux qui sont hors de ce secteur voient leur situation s'aggraver.

Une autre préoccupation a été exprimée. Le sort des travailleurs du secteur formel ne dépendait pas seulement de leur salaire ou de leur revenu, mais également de ce que fait la part des profits dans l'ensemble de l'économie et des effets qu'elle a, par exemple, sur les retraites. La distinction nette entre la part des revenus allant aux salaires et celle qui va aux profits est ainsi remise en question. Franklin Serrano a toutefois souligné que la distribution fonctionnelle ne s'intéresse pas seulement à ces deux parts. Elle considère le taux de base du salaire réel comme la rémunération de la main-d'œuvre non qualifiée employée dans le secteur formel et le taux de base compétitif normal du profit dans le secteur formel. Là-dessus repose toute une hiérarchie de taux de profit et de salaires qui varient selon les circonstances. Il importe aussi de différencier entre les salaires comme part du produit et la valeur des salaires réels par rapport à la consommation, qui est importante pour les travailleurs et dépend de prix sectoriels relatifs.

La discussion a montré que l'utilisation de données à des fins de comparaison entre pays posait toujours des problèmes. Les comparaisons peuvent porter sur les mesures des revenus, l'indice de développement humain (IDH) et la mortalité infantile. Pour ce qui est de cette dernière, les données ne sont pas recueillies dans beaucoup de pays et, lorsqu'elles le sont, les résultats ne sont pas toujours fiables. Les participants ont aussi constaté qu'ils avaient eu beaucoup de peine à établir des séries temporelles en raison de fréquents changements de méthodologie et de modifications introduites dans la collecte des données.

Dans la discussion sur les mesures de la pauvreté, Sanjay Reddy a répété qu'à son avis beaucoup de pays n'avaient pas d'estimations utiles et fiables de la pauvreté des revenus et qu'il n'y avait pas de données qui soient comparables au plan international. Si de nombreux types de données pouvaient poser des problèmes, il a estimé que les mesures de type monétaire produites par la Banque mondiale

péchaient plus que la plupart des autres et il a recommandé d'employer des mesures qui soient mieux définies conceptuellement, telles que la mortalité infantile, par exemple.

Partie II: Etudes de cas comparatives

La deuxième partie de l'atelier a porté sur les études de cas retenues pour la recherche comparative. Dix études de cas ont été débattues. Huit d'entre elles—l'Afrique du Sud, le Botswana, le Brésil, le Costa Rica, l'Inde, le Kenya, la Malaisie, et la province chinoise de Taiwan—feront intervenir des équipes de chercheurs qui s'intéresseront à la dynamique de la pauvreté et aux orientations politiques dans six grands domaines: les stratégies de développement et la pauvreté; les inégalités de richesses et de revenus; le régime de la politique sociale, la protection sociale et les services sociaux; les intérêts organisés, les stratégies de développement et la politique sociale; et la capacité de l'Etat développemental et les réformes des institutions. Les deux autres cas—l'Irlande et la Finlande—font partie d'un ensemble de pays dans lesquels les chercheurs donneront une vue d'ensemble des expériences faites dans les domaines du développement, de la politique de protection sociale et de la réduction de la pauvreté. Des documents récapitulatifs seront aussi établis sur la Chine, Maurice, le Mozambique, la République de Corée, Singapour, Sri Lanka et le Viet Nam.

Les études de cas ont été différenciées selon la mesure dans laquelle les pays avaient réussi à transformer leurs structures, notamment à faire évoluer la composition des emplois en faveur des industries manufacturières. D'autres critères distinctifs ont été appliqués: la part de l'emploi formel et le degré d'intégration du marché du travail; la productivité des actifs et les niveaux de revenu ou la dispersion des salaires selon les secteurs; et la corrélation entre investissements et exportations, notamment la capacité de répondre aux besoins d'importation des industries. Les cas ont été classés en trois catégories: ceux qui ont atteint des niveaux élevés de transformation structurelle; ceux dont les niveaux de transformation structurelle sont moyens et ceux où ils sont bas. Ils ont été en outre divisés en deux grands groupes selon qu'ils étaient autoritaires ou démocratiques au moment où ils se sont engagés sur la voie de la croissance développementale (voir encadré 2). C'est une classification grossière, car certains pays d'Amérique latine ont connu dans leur histoire une alternance de régimes autoritaires et de gouvernements démocratiques. Cependant, si la recherche est attentive aux transitions politiques et économiques, il peut être possible de recenser plus d'un régime politique dans un pays.

Séance 4—L'Irlande et la Finlande

L'Irlande et la Finlande sont des démocraties venues tardivement à l'industrialisation. Elles ont des taux de croissance élevés mais des stratégies économiques différentes, qui se répercutent sur la protection sociale et la réduction de la pauvreté. Lorsque l'Irlande est devenue indépendante du Royaume-Uni en 1922, son économie était très semblable à celle de bon nombre de pays en développement: un seul produit de base non transformé (bétail sur pied) représentait environ la moitié de ses exportations et elle n'avait pratiquement pas d'industrie, si ce n'est une petite industrie de produits alimentaires et de boissons. De même, bien que la Finlande ait amorcé sa révolution industrielle à la fin du XIX^e siècle, les petits propriétaires terriens dominaient encore l'économie au moment de la Seconde Guerre mondiale et la pauvreté était omniprésente dans les campagnes. L'industrialisation et l'urbanisation à grande échelle n'ont commencé que dans les années 1950 et 1960. Dans les années 1980 et 1990, les deux pays étaient devenus des économies à haut revenu, et l'Etat et le marché avaient joué des rôles très différents dans cette transformation.

Peadar Kirby a exposé dans les grandes lignes l'expérience irlandaise de développement, démontrant qu'à son avis il s'agissait d'une réussite économique mais d'un échec social. L'Irlande a connu une croissance économique plus intensive qu'extensive, essentiellement en attirant d'importants IED, en particulier dans la technologie de l'information, les produits chimiques et pharmaceutiques. Cependant, ces dernières années, la croissance économique s'est maintenue grâce à un boom dans le bâtiment, l'emploi public et une forte consommation, qui a entraîné un endettement privé très élevé. Les gains économiques risquent d'être grignotés par l'inflation, un ralentissement des exportations et une forte

dépendance à l'égard des IED. Parmi les nouveaux Etats membres de l'UE, nombreux sont ceux suivant aujourd'hui le modèle irlandais plus compétitifs que l'Irlande.

Les problèmes sociaux, en revanche, sont nombreux: les services de santé sont en crise et les listes d'attente sont longues pour les patients qui doivent recourir au système de soins public. Les services de santé sont à deux vitesses; une partie croissante de la population dépend de l'assurance privée et le gouvernement subventionne les soins privés même dans les établissements publics. De plus, les transports publics sont insuffisants, le système fiscal est régressif et la protection sociale assurée par l'Etat n'a pas suivi l'évolution du coût de la vie.

Le modèle irlandais repose sur l'attraction d'importants montants d'IED à l'aide d'incitations fiscales considérées comme essentielles à sa réussite, en particulier une faible imposition des sociétés et des bénéfices. La politique du partenariat social a aussi joué un rôle important. Les représentants de l'Etat, des employeurs, des agriculteurs et des syndicats négocient tous les trois ans des accords sur le développement national. Les collectivités et des organisations du secteur bénévole ont été ajoutées par la suite au nombre des partenaires sociaux. Les accords, qui portent sur les salaires et d'autres éléments clés des politiques sociales et économiques, ont beaucoup contribué à la modération des hausses salariales et à la cohésion sociale et industrielle pendant les périodes de changement rapide. De nombreux travailleurs ont bénéficié de la croissance des emplois et des réductions de l'impôt sur le revenu.

Malgré les excédents budgétaires enregistrés pendant les années de forte expansion, le gouvernement irlandais a été très prudent lorsqu'il s'est agi d'augmenter les dépenses sociales, de sorte que la part du PIB que l'Irlande consacre aux dépenses pour la protection sociale est l'une des plus faibles de l'UE. En conséquence, la pauvreté relative est assez forte, en particulier chez les jeunes, les personnes âgées et, de plus en plus, les travailleurs pauvres.

Le système politique irlandais est inhabituel en ce sens qu'il tourne, non pas autour d'idéologies, mais de personnes. Les deux principaux partis sont divisés pour des raisons plus constitutionnelles qu'idéologiques. En conséquence, les démocrates progressistes, parti néolibéral relativement modeste qui a fait partie de la coalition au pouvoir, a réussi à exercer une influence considérable sur la politique gouvernementale. Le rôle de l'Etat a été essentiellement celui d'un manager et d'un technocrate, qui a considéré la politique sociale comme accessoire et s'est concentré sur la lutte contre le chômage.

L'exposé de Jaakko Kiander a mis en évidence la croissance et les acquis sociaux impressionnants enregistrés par la Finlande au cours des cent dernières années. C'était un pays très pauvre au XIX^e siècle, qui a connu la dernière grande famine de l'Europe dans les années 1860. Cependant, la libéralisation économique des années 1860 et les investissements dans les chemins de fer ont abouti à la première période de croissance économique de 1870 à 1914.

La Finlande, alors grand-duché autonome de l'Empire russe, jouissait d'une position spéciale; elle commerçait librement avec la Russie et était relativement ouverte au commerce avec le reste du monde. Cependant, elle a perdu ce marché d'exportation après la Révolution russe de 1917, date à laquelle elle a acquis son indépendance, et elle n'a pratiquement pas eu d'échanges commerciaux avec l'Union soviétique entre les deux guerres. Cette importante relation commerciale ne s'est renouée qu'après la Seconde Guerre mondiale, initialement au titre de réparations de guerre.

Dans l'entre-deux-guerres, le libéralisme économique a dominé la politique, ce qui n'a pas empêché l'Etat de prolonger la scolarité de base et d'intervenir pour soutenir l'investissement dans l'industrie. A partir de 1945, l'Etat a joué un rôle plus actif, le gouvernement agissant comme principal décideur et concentrant son action sur la promotion des exportations, considérées comme le moteur de la croissance, et d'une industrie à forte intensité de capital. L'Etat a encadré les marchés et les mouvements de capitaux internationaux, a investi dans l'éducation, en particulier en ouvrant de nouvelles universités, et était très présent dans l'industrie. La politique macroéconomique était axée sur le maintien et l'amélioration de la compétitivité sur les marchés internationaux et le soutien aux

investissements. Ce modèle n'était pas compatible avec la liberté de marché et a entraîné une utilisation peu efficace du capital. Cependant, il a donné de bons résultats, notamment une forte croissance économique et le plein emploi.

Au début des années 1990, la fin du commerce bilatéral avec l'Union soviétique et la libéralisation ont abouti à une crise financière et à une période de restructuration. L'entrée dans l'UE a été suivie de politiques économiques plus orthodoxes; le gouvernement s'est retiré de l'industrie et a appliqué un vaste programme de privatisation. Comme les recettes fiscales ont diminué, il a réduit les dépenses publiques, ce qui s'est soldé par des inégalités plus marquées, mais la croissance économique est restée forte.

L'Etat providence finlandais a mis de longues années à se construire. Il a commencé par la réforme agraire en 1918 après l'indépendance, puis a introduit les soins médicaux de base et l'éducation primaire obligatoire dans l'entre-deux-guerres. Des réformes sociales considérables ont été menées à bien après la guerre, notamment continuer la réforme agraire; les allocations pour enfants remontent à 1948, le système des retraites professionnelles à 1957, date à laquelle a été également rénové le régime général des pensions et retraites. Le succès des sociaux-démocrates en 1966 et leur alliance avec le parti des petits propriétaires terriens ont prélué à une vague de réformes au cours de la décennie suivante, notamment à l'introduction des établissements d'enseignement polyvalent, des universités régionales, des centres de santé municipaux et des soins pour les personnes âgées, les handicapés et les enfants. Il en est résulté une augmentation rapide des dépenses publiques et des emplois publics.

Entre 1966 et 1980, la pauvreté et les inégalités ont rapidement reculé et la distribution des revenus est demeurée inchangée pendant les années 1980. La crise et la libéralisation du début des années 1990 ont eu pour effet de creuser les inégalités.

Discussion

La discussion a porté sur la crise de la dette qu'a connue l'Irlande dans les années 1980 à cause des chocs pétroliers et des fortes dépenses sociales utilisées pour garantir l'emploi. La crise financière qui a suivi et la hantise du lourd endettement qu'elle a déclenchée a, depuis, rendu le gouvernement irlandais prudent en matière de dépenses publiques. Les participants ont relevé à ce propos une similitude avec l'expérience de nombreux pays d'Amérique latine.

Comme Peadar Kirby l'a dit dans son exposé, la scène politique irlandaise est inhabituelle en ce sens que les deux principaux partis sont composés de classes multiples, ce qui fait qu'il n'a pas été possible de conclure une alliance de classes pour parvenir au pouvoir. Les coalitions, composées d'un mélange de classes, manquent souvent de cohérence, ce qui a amené Peadar Kirby à constater que la politique sociale irlandaise était souvent conçue à court terme et qu'il fallait des crises particulières pour que soient mis sur pied des programmes triennaux.

Comme signalé dans la discussion, la période d'expansion en Irlande a été le résultat de politiques gouvernementales semblables à bien des égards à celles qui avaient été suivies dans le passé. Peadar Kirby a en outre souligné l'importance des fonds sociaux de l'UE, qui ont constitué une aide extérieure substantielle. Après le succès économique des politiques libérales, tous les principaux partis promettent des réductions d'impôts et se livrent à ce sujet à une véritable surenchère. Cependant, c'est parce que les emplois augmentent et que les salaires restent compétitifs que la plupart des syndicats continuent d'adhérer à la démarche du partenariat social pour l'établissement des salaires et des politiques générales. On en a conclu que, malgré les différences nettes qui existent entre le Royaume-Uni et l'Irlande, celle-ci pourrait bien se retrouver dans une situation semblable à celle du Royaume-Uni, bien qu'ayant emprunté une autre voie.

Malgré les approches très différentes de la Finlande et de l'Irlande, un participant a fait observer que les deux pays avaient suivi une politique de faible imposition des sociétés. Un autre facteur a concouru au succès de la Finlande: toutes les parties en présence, y compris les syndicats, ont reconnu l'importance primordiale de la compétitivité des exportations finlandaises. La macroéconomie a été

ainsi jugée plus importante que la microéconomie et l'accent mis davantage sur la compétitivité que sur la rentabilité. Le système social finlandais en tant que tel s'est développé grâce à une croissance économique forte.

Une autre question a porté sur les entreprises finlandaises aux mains de propriétaires étrangers. Jaakko Kiander a reconnu que ces sociétés envisageaient leurs intérêts à plus court terme que les entreprises détenues par des Finlandais et qu'elles étaient moins enclines à investir dans le pays.

Séance 5—La province chinoise de Taiwan et la Malaisie

La province chinoise de Taiwan et la Malaisie font partie de ces nouveaux pays développés d'Asie orientale où l'Etat a fait office d'agent de développement. Elles ont enregistré des taux de croissance et des niveaux de transformation structurelle impressionnants, la province chinoise de Taiwan, la République de Corée et Singapour atteignant des niveaux d'industrialisation et de revenu par habitant comparables à ceux de beaucoup de pays de l'OCDE. Le développement économique a été le principal objectif des politiques publiques et, surtout dans les pays les plus avancés de l'Asie orientale, les politiques industrielles ont été très sélectives, soumettant les industries prioritaires, qui faisaient partie pour la plupart du secteur des exportations, à des exigences de résultats. Les politiques sociales ont été une fonction du développement économique, en canalisant l'épargne publique vers les investissements et l'infrastructure industriels. S'agissant de l'aide sociale directe, l'Etat n'a assumé que des responsabilités très limitées, laissant aux entreprises, aux collectivités et aux familles le soin de l'apporter et jouant surtout le rôle d'autorité de contrôle. A la différence de la Finlande et de l'Irlande, les économies de l'Asie orientale ont transformé leurs structures sous des régimes autoritaires.

Yeun-wen Ku, qui a présenté le cas de la province chinoise de Taiwan, a résumé cette expérience de développement comme celle d'une forte croissance, d'une égalité relative et, enfin, d'une transition vers la démocratie dans les années 1990. Il a qualifié la stratégie de développement choisie de "capitalisme social et productiviste", dans lequel les objectifs économiques et industriels ont la priorité sur toutes les autres politiques de l'Etat. Un autre facteur clé a été la grande importance de l'éducation et de la famille dans la société taiwanaise. Il a cependant relevé que des changements démographiques comme la réduction de la taille des familles et l'augmentation du taux d'activité féminin menaçaient le rôle traditionnel de la famille dans la sphère sociale.

En comparant les années 1980 et 1990, Yeun-wen Ku a essayé dans ses recherches passées d'actualiser les travaux de Gøsta Esping-Andersen et de montrer que les types de régimes peuvent évoluer avec le temps. Dans son analyse, il a en particulier signalé l'existence d'un nouveau type de régimes en Asie orientale, dont font partie ceux de la province chinoise de Taiwan et de la République de Corée. Ses conclusions montrent que ce modèle distinct s'est maintenu tout au long des années 1980 et 1990. Son analyse a révélé en outre des résultats intéressants pour plusieurs autres pays, notamment de nombreuses similitudes entre le régime social du Japon et celui de l'Allemagne, qui lui a fait classer le Japon dans le même groupe que l'Allemagne plutôt que dans celui de la province chinoise de Taiwan et de la République de Corée, comme on aurait pu s'y attendre.

En outre, l'Irlande s'est sensiblement distinguée des autres pays examinés et s'est retrouvée dans une catégorie à part pendant les années 1980 et 1990. Le régime social du Royaume-Uni s'est transformé de façon importante, ce qui fait de lui un exemple notable. L'analyse de Yeun-wen Ku a montré que, pendant les années 1980, le Royaume-Uni se rangeait aux côtés des pays nordiques mais qu'après le passage au pouvoir de Margaret Thatcher et les réformes sociales qu'elle avait entreprises, son régime social s'était transformé dans les années 1990 en un régime libéral et qu'il avait rejoint le camp de pays comme la Suisse et les Etats-Unis.

Dans la province chinoise de Taiwan, qui a connu une forte croissance pendant les années 1970, 1980 et 1990, les taux de croissance se sont repliés depuis 2000, tandis que les inégalités et le chômage se sont aggravés, ce qui a amené les travailleurs à manifester pour réclamer une distribution moins inégale des revenus et plus d'emplois.

Khoo Boo Teik a présenté la proposition de recherche concernant la Malaisie, constatant qu'à bien des égards, étant donné la diversité du pays, les études sur la Malaisie sont comme des études comparatives en soi. La Malaisie a assez bien réussi à faire reculer la pauvreté si l'on juge ses résultats d'après ses propres objectifs. Après les émeutes ethniques de 1969, le gouvernement s'est fixé pour politique de réduire la pauvreté sans distinction de race. De fait, les estimations indiquent que la pauvreté des ménages est descendue à environ 5 %. La pauvreté dans les zones rurales, en particulier, a sensiblement reculé grâce à des investissements dans l'infrastructure, la santé et l'éducation.

Le gouvernement malaisien, dont le but est de voir la Malaisie rejoindre les rangs des pays développés d'ici à 2020, poursuit un projet national capitaliste. L'Etat a considéré que son rôle consistait à maintenir l'équilibre entre ses propres deniers, les capitaux étrangers et les capitaux nationaux. Les chercheurs qui étudieront ce rôle devront tenir compte du fait que la main-d'œuvre organisée a eu très peu de pouvoir depuis qu'elle a été écrasée à la fin des années 1960. Le gouvernement malaisien a aussi entrepris des projets de refonte sociale, liés à la planification économique, et de restructuration ethnique pour corriger les inégalités ethniques dans le pays.

La recherche malaisienne portera sur la période de 1957, date de l'accession de la Malaisie à l'indépendance, à nos jours. Le régime initial, qui poursuivait une politique de laissez-faire, s'est effondré avec les violences ethniques de 1969 et, en 1970, la coalition actuelle est arrivée au pouvoir. Ce régime a été beaucoup plus interventionniste et est devenu un investisseur majeur, prenant les commandes de l'économie. Sous la direction de Mahathir Mohamad, le régime a été remodelé et l'Etat interventionniste s'est mué en Etat développemental pour suivre les traces du Japon et de la République de Corée. On ne voit pas encore très bien quelles mutations se sont produites depuis le changement de Premier ministre en 2003.

Lorsqu'on considère le régime de Mahathir Mohamad, on a souvent l'impression que de nombreuses politiques étaient incompatibles, ce qui a amené Khoo Boo Teik à évoquer la possibilité d'une coexistence de régimes politiques différents. Il a également fait remarquer que si l'appartenance ethnique revêt assurément une grande importance en Malaisie, l'équipe de chercheurs devra aussi considérer d'autres facteurs, qui peuvent expliquer bien des choses.

Discussion

La question de la disponibilité des données a été abordée dans la discussion. En Malaisie, les inégalités et la pauvreté sont des questions très délicates en raison de sensibilités ethniques et de préoccupations quant à la légitimité de l'Etat, d'où la difficulté de données disponibles. Pour ce projet, Khoo Boo Teik a exprimé son intention d'utiliser diverses sources de données plutôt que de se fier uniquement aux sources officielles. Il allait en particulier essayer, a-t-il dit, d'obtenir de l'Unité de planification économique des données brutes sur les ménages, ce qui, il en a convenu, pouvait être difficile. Le département de statistique vend, lui aussi, des données brutes provenant d'enquêtes, mais leur accessibilité dépendra du budget de l'équipe de recherche. Il serait possible de comparer ces données à celles fournies par d'autres indicateurs et mesures indirectes et d'en évaluer ainsi l'exactitude.

S'agissant de l'ensemble du projet de recherche, il a été suggéré que certaines données agrégées essentielles pour toutes les études de cas servent de base de comparaison. Il a été proposé d'inclure parmi elles des données des comptes nationaux telles que la part du PIB que représentent les dépenses publiques.

Une autre série de questions a porté sur l'analyse des facteurs et des catégories à laquelle s'était livré Yeun-wen Ku. Ce type d'analyse ayant été jugé utile, il a été proposé de l'appliquer à tout le projet. Dans l'analyse, l'Irlande formait une catégorie à part, et il a été difficile de ranger l'Irlande dans un groupe particulier. La discussion a mis en évidence le caractère ponctuel des réformes sociales irlandaises, qui semblent souvent se contredire. La réforme sociale y est guidée moins par des paradigmes que par les constatations que font les ministres lors de leurs réunions hebdomadaires dans leur circonscription.

L'analyse de Yeun-wen Ku a aussi fait ressortir certaines similitudes entre le Japon et l'Allemagne. La discussion s'est attardée sur les recherches qui ont constaté des similitudes entre les politiques industrielles de l'Allemagne et du Japon et leurs stratégies de développement. Cependant, d'autres recherches ont montré que, sur le plan de l'aide sociale et de la fiscalité, le Japon faisait partie du même groupe que la République de Corée et la province chinoise de Taiwan.

Malgré l'intérêt que présente la classification des régimes selon Yeun-wen Ku, plusieurs participants ont relevé que la recherche ne devait pas considérer les régimes comme figés. L'un des intérêts de la recherche est précisément d'étudier les variations et les transitions entre les régimes.

L'exposé a montré que la province chinoise de Taiwan avait réussi à éviter de fortes inégalités malgré un investissement social relativement faible, ce qui laisse à penser que certains mécanismes ont entraîné une distribution égalitaire. Cependant, il a été relevé également que, bien que l'inégalité soit relativement faible selon les coefficients de Gini, ces chiffres pourraient masquer une forte inégalité des sexes, dont les coefficients de Gini ne disent rien. S'agissant de la Malaisie, Khoo Boo Teik a admis l'existence d'une inégalité entre les sexes mais a douté qu'elle fût aussi prononcée que dans beaucoup d'autres pays de l'Asie orientale. L'Etat malaisien met un point d'honneur à intégrer les femmes dans les politiques publiques et il y a assez bien réussi.

La discussion a aussi porté sur la force de la capacité de l'Etat en Malaisie. A titre d'illustration, Khoo Boo Teik a comparé la Malaisie avec l'Indonésie et le Nigéria et les capacités de ces pays à utiliser leurs recettes pétrolières. Un participant a estimé que la forte capacité de l'Etat en Malaisie, comme d'ailleurs dans la province chinoise de Taiwan, était due en partie à la symbiose entre le parti politique et l'Etat. Cette situation contraste fort avec celle que l'on observe en Europe, où les gouvernements ont une orientation politique, soit de gauche, soit de droite.

Séance 6—Le Brésil et l'Afrique du Sud

Le Brésil et l'Afrique du Sud sont des pays qui se caractérisent par des structures transformées en profondeur, une importante main-d'œuvre industrielle, une agriculture devenue commerciale et une paysannerie en voie de disparition. Les stratégies industrielles ont eu tendance à faire la part belle aux qualifications et aux capitaux, ce qui s'est traduit par des marchés du travail très segmentés, de fortes inégalités et une grande pauvreté. Si le secteur informel, où échouent les ruraux partis pour les villes, est important au Brésil, il n'a pas pu se développer en Afrique du Sud à cause des politiques de contrôle de la main-d'œuvre instaurées par le régime de l'apartheid. A sa place, une stratégie de croissance à forte intensité de capital a entraîné des taux élevés de chômage. Le Brésil a connu une alternance de gouvernements autoritaires et de gouvernements démocratiques tandis qu'en Afrique du Sud, la participation démocratique a été limitée à la minorité blanche jusqu'à la chute de l'apartheid en 1994.

Sônia Draibe a présenté le cas du Brésil. Pendant le XX^e siècle, la société brésilienne s'est modernisée et le pays s'est doté d'une base industrielle, tournant le dos à un passé agricole où il avait essentiellement exporté des produits de base jusqu'à la première décennie du XIX^e siècle. L'Etat a présidé à cette profonde transformation de la structure sociale par deux stratégies de développement successives: la stratégie du développement des années 1930 à 1980; et la stratégie libérale des années 1990 à nos jours. Entre 1930 et 1970, le Brésil a concentré ses efforts sur une industrialisation rapide, la croissance économique et l'urbanisation. Des conditions internationales favorables l'y ont aidé, en particulier la présence de capitaux étrangers. Le Brésil a cependant connu la stagnation économique pendant les deux dernières décennies du XX^e siècle, ce qui l'a amené à procéder à des réformes institutionnelles, à privatiser et à déréglementer. Ces réformes ont été particulièrement difficiles pour les industries manufacturières alors que d'autres, en particulier les industries agro-alimentaires, ont pu tirer profit d'un accès plus large aux marchés étrangers.

Pendant ce temps, la société brésilienne a beaucoup changé: elle a connu une croissance démographique et une urbanisation rapides et, tout dernièrement, la démocratisation de ses institutions

sociales et politiques. La proportion des chômeurs a considérablement augmenté, atteignant environ 12 % en 2003, tandis que quelque 58 % de la population active travaillent dans le secteur informel.

Cependant, les indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie, la mortalité infantile et les taux d'alphabétisation se sont sensiblement améliorés et, ce qui est surprenant, pendant les périodes à croissance molle comme pendant les périodes à forte croissance. Pourtant, la distribution du revenu au Brésil est l'une des plus inégales au monde, avec un coefficient de Gini d'environ 0,6 pour les 40 dernières années. Le nord et le nord-est restent extrêmement pauvres, tandis que le sud et, de plus en plus, le centre-ouest sont beaucoup plus riches. Les taux de pauvreté ont diminué entre les années 1940 et 1980 mais cette tendance s'est inversée pendant les années 1980. La pauvreté touchait environ 35 % de la population vers 1995. Elle a reculé depuis, après l'exécution d'un programme de stabilisation économique, et l'on observe depuis 2003 une baisse des taux de pauvreté et une atténuation des inégalités.

L'étude brésilienne portera sur trois questions principales: les différences et les similitudes entre les deux stratégies qui ont guidé le développement de 1930 à nos jours; les caractéristiques de l'Etat providence brésilien pendant cette période; et le contenu des deux périodes de réforme qui ont changé la politique sociale au XX^e siècle: la période de démocratisation du milieu des années 1980, et la période libérale, qui a débuté à partir de 1995, amenée par une politique complexe combinant stabilisation, réformes favorables au marché et consolidation de la démocratie. Sônia Draibe a relevé trois aspects majeurs de ces deux périodes: les réformes n'ont rien changé à la politique sociale, qui est restée conservatrice; les deux périodes sont liées en ce sens qu'elles sont déterminées par les trajectoires passées (*path dependence*); et la période libérale n'a pas suivi le modèle néolibéral dans le domaine de la politique sociale et ne s'oppose pas au mouvement réformiste et démocratique des années 1980.

L'aide sociale publique comprend la couverture universelle en matière de santé et d'éducation, une assistance sociale ciblée et des allocations en espèces pour les pauvres. De plus, le système social inclut aussi des services assurés par cotisations, en particulier la sécurité sociale, et d'autres fournis par le marché. Bien que 97 % de la population ait reçu ou reçoive un enseignement primaire, la couverture de l'éducation secondaire n'est que légèrement supérieure à 25 % et, du fait de ses résultats très médiocres en matière d'éducation, le Brésil se range parmi les pays de l'Amérique latine les plus mal notés.

Dans le domaine de la santé, le Brésil a mis en place un système public intégré, fondé sur l'universalité des droits et la gratuité des soins. De plus, un programme d'assistance sociale a été créé par la constitution de 1988, qui présente deux traits distinctifs: la définition d'institutions fortes et une volonté de participation, qui s'est traduite par la création de conseils sociaux dans presque toutes les municipalités brésiliennes.

Jeremy Seekings a donné un aperçu général de la politique publique et de la réduction de la pauvreté en Afrique du Sud. Une discrimination raciale systématique s'est exercée dans le passé sous la conduite de l'Etat et le pays a connu de très fortes inégalités de revenus et de richesses. L'Afrique du Sud ne s'est démocratisée qu'assez récemment puisque les Sud-Africains noirs n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1994. Les travailleurs qualifiés sont bien organisés, avec des négociations collectives centralisées, et cela a influencé la stratégie de croissance sud-africaine, qui mise beaucoup à la fois sur les qualifications et les capitaux. En conséquence, ceux qui ont un emploi ont des salaires relativement élevés, et la productivité a augmenté à mesure que baissait l'emploi.

De nombreuses politiques publiques de l'après-apartheid ont été fortement marquées par les séquelles de la période de l'apartheid. Même avant 1994, il y avait des politiques relativement favorables aux pauvres en Afrique du Sud, en particulier depuis les années 1940, des retraites pour les Noirs, qui n'étaient pas constituées par des cotisations, bien que la parité raciale dans les prestations n'ait été atteinte qu'en 1993. Jeremy Seekings a fait valoir que la "déracialisation" des politiques publiques, qui s'est accélérée après 1994, a pu modifier le résultat final de la distribution, la classe remplaçant la race

comme base des inégalités économiques. Les pauvres, a-t-il relevé, se situent essentiellement en marge de la classe ouvrière—c’est le cas par exemple des ouvriers agricoles et des employés de maison—et parmi les ménages qui n’ont pas de membres employés. Comme il n’y a pratiquement pas de secteur informel ou de paysannerie en Afrique du Sud, cette tranche de ménages est particulièrement vulnérable.

Au cours des dix dernières années, les classes moyennes noires se sont rapidement étendues mais le chômage a lui aussi augmenté, passant à presque 40 %, ce qui a entraîné aussi un accroissement de la tranche des économiquement pauvres. Les inégalités de revenus, qui étaient restées relativement stables pendant les années de l’apartheid, se sont aggravées depuis 1994. Bien que les politiques aient été “déracialisées”, les travailleurs qualifiés du secteur formel sont les seuls aujourd’hui encore à en bénéficier et la stratégie gouvernementale en matière de macroéconomie et de croissance mise toujours sur une forte intensité de qualifications et de capitaux. Il y a eu une certaine réaffectation des fonds en faveur de la santé et de l’éducation dans les régions pauvres, mais cela ne s’est pas traduit par une amélioration de la qualité de l’enseignement. Quant aux améliorations apportées aux soins de santé, elles ont été réduites à néant par l’impact du VIH/sida, qui a abaissé sensiblement l’espérance de vie en Afrique du Sud au cours des dix dernières années, et a entraîné aussi un recul considérable de l’IDH dans ce pays.

Environ un Sud-Africain sur quatre reçoit une assistance sociale, dont le budget représente une très forte proportion du PIB. La pension de vieillesse, en particulier, est très généreuse et sert souvent à entretenir des ménages entiers. De plus, le programme de soutien à l’enfance a considérablement augmenté le nombre de ses bénéficiaires dans les années qui ont suivi la fin de l’apartheid.

Discussion

La discussion a montré que l’Afrique du Sud, avec un taux de chômage de 40 % mais sans secteur informel, se distingue très nettement des pays d’Amérique latine, du Brésil en particulier. Dix millions de Sud-Africains pauvres n’ont pas d’autres revenus que les allocations, qui parfois font vivre des familles entières. Lorsque personne, dans un ménage, n’est employé ou ne reçoit une allocation, les membres du ménage sont forcés de compter sur l’aide de parents, proches ou lointains.

La discussion a fait ressortir d’autres différences sensibles entre le Brésil et l’Afrique du Sud. Il a été relevé en particulier que l’Afrique du Sud percevait deux fois plus d’impôts que le Brésil. En fait, les niveaux d’imposition sont élevés dans toute l’Afrique australe et c’est pourquoi on a suggéré qu’il serait peut-être plus utile de comparer l’expérience de l’Afrique du Sud à celle de ses voisins. Plusieurs pays d’Afrique australe, en particulier, avaient un système social blanc avant l’indépendance et ont entrepris, par des moyens différents, d’ôter à ce système son caractère racial. La Zambie a tenté d’étendre les prestations à toute la population, ce qui a entraîné une crise budgétaire, tandis que le Zimbabwe a supprimé l’aide sociale pour la population blanche. L’approche de l’Afrique du Sud se situe à mi-chemin entre ces deux expériences.

Plusieurs autres questions ont porté sur les liens entre inégalités, redistribution et croissance. Dans le cas de l’Afrique du Sud, les bénéfices de la croissance servent plutôt à augmenter les salaires des travailleurs du secteur formel qu’aux pauvres et aux exclus. Tant que le chômage demeurera élevé, ils mettront donc longtemps à ruisseler jusqu’aux pauvres, même en cas de forte croissance.

Bien que le Brésil et l’Afrique du Sud aient des gouvernements de gauche, tous deux appliquent actuellement des politiques plutôt néolibérales. Un participant s’est demandé à ce propos si une politique de gauche faisait encore une différence à notre époque. Jeremy Seekings a estimé que la démocratie avait certainement son importance, comme les gouvernements de gauche, qui ont plus de liberté de manœuvre pour s’attaquer aux problèmes sociaux et réussissent mieux à la fois à contenir l’inflation et à redistribuer par l’assistance sociale. Plutôt que de considérer que l’expérience de l’Afrique du Sud illustre l’échec de la politique de gauche, il faut voir dans les liens étroits du gouvernement avec la main-d’œuvre organisée une bonne explication de ce qui limite sa capacité à changer de trajectoire pour assurer la croissance.

La discussion a aussi porté sur les effets d'une économie mondialisée sur les possibilités de redistribution des ressources. Un participant a estimé que, les économies brésilienne et sud-africaine étant toutes deux intégrées à l'économie mondiale, un début de redistribution en Afrique du Sud serait probablement suivi d'un exode de capitaux. Les gouvernements doivent donc respecter la propriété privée, ce qui laisse peu de chances à une redistribution radicale. L'adoption de la convertibilité du rand a peut-être rendu la redistribution en Afrique du Sud impossible dans les faits.

Enfin, l'importance de la comparaison entre le Brésil, la Malaisie et l'Afrique du Sud, a été évoquée. Il y a dans chacun de ces pays de fortes divisions ethniques ou raciales. En Malaisie, les trois principaux partis politiques ethniques se sont entendus pour surmonter les divisions ethniques et le gouvernement tente de promouvoir à la fois la discrimination positive et un Etat développemental. En Afrique du Sud, le gouvernement aurait sans doute de la peine à promouvoir à la fois la discrimination positive et un Etat développemental parce que les capitaux blancs ont eu tendance à soutenir davantage le Parti national que l'African National Congress (ANC) au pouvoir. Comme le Parti national s'est retiré du pacte politique qui a instauré la démocratie, toute coalition entre le gouvernement et le monde des affaires se heurte à un obstacle de taille.

Séance 7—Le Botswana et le Kenya

Le Botswana et le Kenya sont des pays dont les structures ont été peu transformées, bien que le Botswana ait connu des taux de croissance élevés et soutenus depuis la découverte de diamants dans son sous-sol dans les années 1960. Les travailleurs employés dans les industries manufacturières ne représentent guère plus de 10 % des actifs en moyenne; la part de ces industries dans le PIB est plus élevée au Kenya qu'au Botswana, mais bien inférieure à ce qu'elle est dans les autres pays étudiés; et le secteur manufacturier ne contribue pas aux recettes d'exportation. Ces deux pays sont encore exportateurs de produits de base. L'industrialisation étant limitée, seule une faible proportion de la population active jouit d'une protection sociale, même si des mesures importantes ont été prises pour promouvoir l'éducation et d'autres services sociaux. Les niveaux de la pauvreté sont plutôt élevés. Le Botswana a vécu en démocratie sans interruption depuis son indépendance dans les années 1960, tandis que le Kenya a dû attendre les années 1990 pour opérer sa transition vers la démocratie formelle.

Onalenna Selolwane, qui a présenté la recherche botswanaise, a commencé par décrire les ressources relativement abondantes dont disposait l'équipe de chercheurs. Ils ont pu puiser dans plus de 20 ans de recherche sur la pauvreté dans différentes régions, qui leur ont livré d'importantes informations statistiques sur le sujet. L'équipe a pour tâche de rassembler ces différentes sources pour examiner les données sous l'angle des régimes politiques.

Onalenna Selolwane a ensuite exposé brièvement la situation du Botswana au moment de l'indépendance. Le pays, qui est de la taille de la France, comptait alors 500 000 habitants. Les principaux centres peuplés étaient situés autour de points d'eau, le reste du pays étant pratiquement désert. Aucune ressource minière importante n'a été découverte pendant la période coloniale, de sorte que le pays n'a pas été totalement colonisé. Il manquait d'infrastructure, n'ayant que trois kilomètres de route pavée.

Le gouvernement du Botswana s'était fixé pour but une croissance économique rapide et il a opté pour l'interventionnisme afin de l'atteindre. Il a concentré ses efforts sur un double objectif: l'industrie du boeuf et la recherche de nouvelles ressources minières qui puissent financer une croissance rapide et soutenue. L'Etat a donc consacré une partie considérable de ses fonds au développement des ressources en eau pour la consommation et l'agriculture, au forage de puits, à la construction de barrages et à l'installation de canalisations d'eau.

La découverte des diamants a tout changé et a fait accéder le gouvernement à des ressources auparavant inimaginables, qu'il a investies dans l'expansion rapide de l'infrastructure. Le Botswana, qui était l'un des pays les plus pauvres au moment de son indépendance, en a été transformé et est devenu en dix ans un pays à revenu intermédiaire.

Cependant, cette croissance rapide a aussi entraîné de grandes inégalités de revenus, les éleveurs et les employés du secteur public voyant leurs revenus augmenter beaucoup plus vite que les agriculteurs. De plus, le secteur des diamants, bien que lucratif, a créé peu d'emplois. Le gouvernement, encore relativement nouveau, s'est trouvé confronté à un problème politique car il devait encore asseoir sa légitimité politique. Il a donc dû apporter les changements qui étaient attendus du développement, doter le pays entier de cliniques, éduquer la population et l'approvisionner en eau, sans marquer de préférence pour des régions ou des groupes ethniques particuliers. Il fallait aussi que l'expansion gagne d'autres secteurs que l'élevage et les diamants.

Dès l'accession à l'indépendance, le gouvernement a investi massivement dans l'éducation. Cependant, ce qu'ont appris les élèves n'était souvent pas ce dont le secteur privé avait besoin. De plus, de nombreux diplômés passaient directement de l'université à un emploi dans le secteur public, de sorte que les sociétés privées devaient rivaliser avec l'Etat ou même débaucher ses employés en leur offrant de meilleures conditions. Vers la fin des années 1980 et le début des années 1990, le secteur privé a commencé à négocier avec le gouvernement pour obtenir une révision de la politique de l'éducation et du contenu de la formation.

La stratégie initiale de la santé était axée davantage sur la médecine préventive que sur la médecine curative, l'une revenant moins cher que l'autre. Elle prévoyait des programmes de vaccination, l'éducation du public à la santé et des travaux publics pour améliorer le niveau de l'hygiène. A mesure que le revenu national a augmenté, l'infrastructure sociale et matérielle nécessaire pour rapprocher les services d'une population éparse est devenue aussi un volet important de la stratégie de la santé. Ces investissements ont entraîné des améliorations sensibles d'indicateurs de la santé tels que les taux de mortalité infantile.

Les liens puissants entre les éleveurs et les décideurs du gouvernement ont fait couler beaucoup d'encre, avec des décisions favorables aux éleveurs. Il existe, cependant, d'autres groupes d'intérêt qui n'ont pas autant retenu l'attention. C'est le cas notamment des syndicats, des milieux d'affaires en quête de débouchés ailleurs que dans l'élevage et des groupes écologistes qui ont dénoncé les effets des mines de diamants et de l'élevage sur l'environnement.

Mohamud Jama a retracé les diverses stratégies de développement du Kenya. Au moment de l'indépendance, le gouvernement kényen a annoncé que sa stratégie de développement consisterait avant tout à greffer les "valeurs africaines" du partage et de l'équité sur la modernisation économique. Celle-ci s'est appuyée sur une économie mixte, avec une planification du développement économique dominée par l'Etat, dont l'une des principales fonctions, cependant, devait être d'attirer des capitaux étrangers et nationaux. Le gouvernement a, en outre, exprimé la nécessité de s'attaquer à la pauvreté, à l'analphabétisme et à la maladie.

Le gouvernement a décidé que les ressources disponibles seraient investies là où le rendement serait le plus élevé. Les régions arriérées ont donc été négligées par rapport aux régions plus aisées, qui étaient dotées de meilleurs équipements et de ressources naturelles, telles que les hauts plateaux, où les investissements ont afflué. Les disparités d'équipement et de services sociaux entre régions se sont donc maintenues.

Le Plan de développement 1979-1983 s'est donné expressément pour but de faire reculer la pauvreté et un organe chargé du développement rural au niveau du district, le *District Focus for Rural Development*, a été créé pour acheminer les ressources vers la population locale. Cependant, les plans de développement ont subi le même sort que les stratégies précédentes et n'ont pas eu d'effets tangibles.

Le Kenya a été alors ébranlé par plusieurs chocs extérieurs en raison des hausses des cours du pétrole, ainsi que par des erreurs d'ordre politique et de gestion, ce qui s'est soldé par de graves problèmes dans l'agriculture et dans toute l'économie. La dette qui en est résultée et les difficultés économiques

ont conduit le gouvernement à prendre plusieurs initiatives pour tenter de s'attaquer à la pauvreté, aux inégalités et à la croissance démographique.

De 1966 à la fin des années 1970, les services sociaux ont absorbé entre 19 et 23 % du budget gouvernemental, qui allouait en outre entre 37 et 46 % de ses crédits à des dépenses complémentaires consacrées à l'équipement, notamment aux routes et à l'alimentation en eau. Cependant, les services sociaux ont reculé dans la liste des priorités budgétaires lorsque des réformes néolibérales ont été entreprises après la crise de la dette, bien que le gouvernement continue à consacrer à l'éducation une grande partie de son budget. De nombreuses régions du pays sont toujours privées de services de base tels que l'eau courante.

L'exclusion sociale fondée sur la région, le sexe et l'ethnie a contribué à la création de fortes disparités au Kenya. Selon les préférences ethniques du président au pouvoir, telle ou telle ethnie se voit fournir ou refuser les services. La recherche aura pour but d'enquêter sur les raisons de ces inégalités et de les comprendre. Elle se heurtera à un problème de taille: le manque de données portant sur l'ensemble du Kenya, certaines régions étant exclues des rapports statistiques du gouvernement.

Le système politique du Kenya concentre le pouvoir entre les mains du président, qui doit intervenir dans presque tous les domaines et approuver les politiques. Cependant, des groupes d'intérêt comme les planteurs de café et de thé, les éleveurs de bétail et les pasteurs sont aussi représentés au parlement. En outre, les donateurs et les ONG gardent un pouvoir considérable sur la définition des politiques, ce que la recherche ne devrait pas manquer de prendre en compte.

Discussion

La discussion qui a suivi a soulevé la question du VIH/sida dans les deux pays. Le VIH est un problème majeur au Botswana et, dans une moindre mesure, au Kenya. Au Botswana, le VIH/sida a certainement des conséquences graves sur la capacité de production des ménages. Toutefois, les estimations relatives à la prévalence et aux effets du virus ne sont pas fiables.

Les participants se sont aussi interrogés sur le rôle des ONG. Ces organisations ont été très influentes au Kenya, où les organisations de la société civile et surtout les ONG ont joué un rôle majeur dans l'élaboration du DSRP du pays. Au Botswana, les ONG n'ont pas tenu autant de place que dans beaucoup d'autres pays d'Afrique mais ont cependant apporté une contribution.

Plusieurs questions ont porté sur la nature de l'Etat du Botswana et son aptitude à éviter bon nombre des problèmes dont ont manifestement souffert de nombreux autres pays d'Afrique et qui sont dus à la faiblesse de la gouvernance. Comme l'a expliqué Onalenna Selolwane dans son exposé, les diamants n'ont été découverts qu'après l'indépendance et le pays, dépourvu de richesses minières pendant la période coloniale, n'a pas été totalement colonisé. Elle a estimé que l'Etat botswanais avait pu ainsi se construire sans que d'autres intérêts lui disputent le contrôle des richesses minières.

Un participant a jugé que si la recherche avait démontré la réussite du Botswana sur le plan de la démocratie et de la croissance économique, cette réussite ne s'étendait pas nécessairement à la politique sociale. La part du PIB que le Botswana consacre aux dépenses sociales est l'une des plus faibles d'Afrique et correspond aux bénéfices que la population tire de la croissance économique. De plus, le Botswana est tellement tributaire des diamants qu'il en garde des réserves importantes pour être assuré de pouvoir payer les importations du pays au cas où les recettes provenant des diamants viendraient à baisser. Ces réserves varient entre l'équivalent de 3 et 24 mois d'importation. Malgré la pauvreté et les inégalités qui subsistent dans le pays, le gouvernement n'a pas été contraint de dépenser cet argent.

Il a été relevé aussi que malgré la réussite économique du Botswana et la solidité et la bonne organisation de son administration, le pays n'a pas essayé de profiter des expériences de la Malaisie ou de Maurice, et ne s'est pas servi de ses richesses pour financer une stratégie de transformation industrielle. Cette lacune n'est pas facile à expliquer, mais Onalenna Selolwane a vu dans le manque

de matières premières au Botswana l'un des obstacles au développement d'industries manufacturières. De plus, l'Afrique du Sud a été très habile à empêcher le développement d'un secteur manufacturier au Botswana.

Séance 8—Le Costa Rica et l'Inde

Le Costa Rica et l'Inde sont des pays qui ont une longue histoire démocratique et qui, s'agissant de la transformation structurelle, se situent à un niveau intermédiaire. Bien que les taux de croissance n'y soient pas aussi spectaculaires que dans les Etats développementaux autoritaires, ils ont induit certains changements structurels. Les deux pays se sont efforcés dans les années 1950 et 1960 de se servir de l'Etat comme d'un agent de développement dynamique, occupé notamment à promouvoir les politiques industrielles, bien qu'en les axant sur la substitution de produits nationaux aux importations. Tous deux ont connu récemment une plus grande libéralisation économique et enregistré des taux de croissance plus élevés. La compétition sur la scène politique, où deux partis alternent au pouvoir, et l'adoption d'une conception sociale-démocrate de l'aide sociale ont valu au Costa Rica un développement humain beaucoup plus élevé et un recul de la pauvreté nettement plus marqué qu'en Inde, bien que la libéralisation semble saper les institutions favorables à une élaboration consensuelle de la politique sociale.

Dans son exposé, Juliana Martínez Franzoni a démontré les limites de l'hétérodoxie du Costa Rica. Elle a expliqué que ce pays avait su allier la démocratie, une croissance économique assez forte et des résultats supérieurs à la moyenne dans le domaine social pendant la seconde moitié du XX^e siècle. Elle a relevé cependant que la participation aux élections avait baissé, que des affaires de corruption avaient ébranlé la confiance dans le gouvernement, que la croissance économique avait été instable et que les inégalités se creusaient.

Le Costa Rica a connu un âge d'or de 1950 à 1978: son taux de croissance était l'un des plus élevés d'Amérique latine. Il a réussi à réduire de manière impressionnante la pauvreté et la mortalité infantile et a consolidé la démocratie, tout en lui fixant des limites telles que l'interdiction des partis marxistes entre 1950 et 1970. Cependant, cette réussite reposait dans une large mesure sur d'importants emprunts à l'étranger, qui ont contribué à la vulnérabilité du Costa Rica face aux chocs pétroliers des années 1970 et à la chute des cours du café. C'est ainsi que le Costa Rica a connu une crise économique entre 1978 et 1982, avec la montée du chômage, de l'inflation et une croissance économique négative.

Le Costa Rica occupait alors une position spéciale sur l'échiquier géopolitique, car les Etats-Unis tenaient à soutenir les gouvernements d'Amérique centrale qui n'étaient pas alignés sur les sandinistes du Nicaragua voisin. Vers 1985, l'aide des Etats-Unis représentait 36 % du budget du Costa Rica. Il a pu ainsi surmonter la crise économique beaucoup plus rapidement qu'il n'aurait pu le faire autrement, mais en devenant dépendant de la politique étrangère des Etats-Unis.

Depuis la crise, le Costa Rica a appliqué des solutions hétérogènes, parfois même des politiques économiques et sociales contradictoires. La politique économique s'est attachée à libéraliser l'économie, à attirer des IED et à promouvoir les exportations. Cependant, l'Etat a continué à intervenir fermement pour encourager le commerce. En matière de politique sociale, si les services ont gardé leur caractère universel, les réformes ont amené la population à dépendre de plus en plus d'un mélange de services marchands ou quasi-marchands et de services rendus par l'Etat.

Parallèlement au tournant néolibéral qui s'est opéré en politique économique et à l'attachement social-démocrate à la politique sociale, la protection légale des droits civils, politiques et sociaux a été considérablement renforcée pendant cette période, de même que les mécanismes spécifiques mis en place pour rendre ces droits opposables. Dans le domaine de la réforme de l'Etat, on a assisté au Costa Rica à la création de nombreuses agences autonomes qui gèrent les fonds publics, à telle enseigne qu'elles administrent actuellement 65 % du budget public, alors que l'exécutif responsable n'en gère

qu'à peine 35 %. L'Etat a vu réduire son budget et son personnel et, en même temps, augmenter ses obligations.

Dans l'ensemble, les résultats macroéconomiques ont été assez bons, puisque le Costa Rica a enregistré, avec le Chili, la plus forte croissance d'Amérique latine, ainsi qu'une augmentation sensible de ses exportations. Cependant, la croissance et l'inflation ont été capricieuses et la répartition inégale des bénéfices a concouru à creuser les inégalités. Le Costa Rica est également en tête des pays de l'Amérique latine pour la plupart des indicateurs sociaux, en particulier la santé, ce qui, selon Juliana Martínez Franzoni, est bien plus le résultat d'une distribution secondaire que d'une distribution primaire.

Les zones franches de transformation pour l'exportation, par leur dynamisme, ont été pour beaucoup dans la réussite économique du Costa Rica. Cependant, elles n'ont que peu de liens avec les secteurs de l'économie nationale et n'emploient qu'une très faible proportion de la population active. De plus, le secteur informel, qui connaît une expansion rapide, crée chaque année plus d'emplois que le secteur formel, et le chômage, bien qu'encore bas, a atteint son niveau le plus élevé depuis 20 ans.

Voilà plus de 50 ans que le Costa Rica vit dans une démocratie multipartite et compétitive. Cependant, un abstentionnisme croissant des électeurs et les manifestations sociales révèlent un peuple de plus en plus déçu par la politique. Le Costa Rica doit maintenant faire un choix: opter pour un renforcement des politiques néolibérales et les étendre aux politiques sociales, ou poursuivre la voie sociale-démocrate, non seulement en politique sociale mais aussi dans ses politiques économiques.

Nagaraj Rayaproli a présenté le cas indien. Il a commencé par exprimer l'idée qu'il n'y a pas de corrélation claire entre la croissance et la réduction de la pauvreté en Inde. Cependant, les milieux politiques indiens sont encore hantés par la nécessité de stimuler la croissance économique. La pauvreté en tant que telle est concentrée dans certaines zones du pays, alors que la croissance économique a été atteinte dans plusieurs régions. Si la croissance de l'économie dans son ensemble est peu liée à la réduction de la pauvreté, il a été démontré que la croissance agricole, elle, avait eu des effets sensibles sur la pauvreté.

Les estimations de la pauvreté en Inde sont fondées normalement sur les données de la consommation plutôt que sur celles des revenus. Or, les données de la consommation ne reflètent pas de manière adéquate les hauts revenus. Aussi est-il difficile d'évaluer les inégalités avec exactitude. De plus, comme une grande partie des revenus est mixte, provenant à la fois de biens et de salaires, il est aussi problématique de mesurer les inégalités fonctionnelles. Les inégalités entre les villes et les campagnes et entre le secteur formel et le secteur informel, dont il a été établi qu'elles se creusent, sont plus faciles à estimer.

Nagaraj Rayaproli a distingué trois phases principales dans le développement indien. La première, de 1951 à 1965, a été une période de développement économique planifié, axé sur la substitution de produits nationaux aux importations et sur les investissements de l'Etat. Malgré l'intention exprimée par le gouvernement de s'attaquer aux questions sociales par des réformes agraires, celles-ci, souvent, n'ont pas été menées à bien. Pendant cette période, l'Inde avait une croissance économique d'environ 3,5 % par an.

Les 15 années suivantes, de 1965 à 1980, ont été marquées par les chocs pétroliers et une crise alimentaire. On en a conclu qu'il n'était pas possible de continuer à planifier le développement, et les efforts se sont concentrés sur la production alimentaire. L'agitation paysanne pendant cette période a amené le gouvernement à dresser un plan de lutte contre la pauvreté reposant sur des crédits aux pauvres et la promotion du travail indépendant. Malgré ces problèmes, la croissance économique s'est maintenue pendant cette période à environ 3,5 % par an.

Depuis 1980, l'Inde connaît une lente libéralisation; l'Etat se concentre sur quelques secteurs tels que l'agriculture et les combustibles, et abandonne le reste au marché. La croissance économique, financée

principalement par des sources nationales, s'accélère pour atteindre un taux de 5 à 6 % par an dans les années 1990. L'Etat concentre aussi davantage ses efforts sur la lutte contre la pauvreté par l'éducation et la santé. Bien qu'il soit difficile de faire des estimations, les indicateurs sociaux révèlent de légères améliorations.

La forte croissance économique des années 1990 a donné le sentiment que l'Inde pouvait progresser sans réforme agraire. Cependant, pour continuer, a estimé Nagaraj Rayaprolu, le gouvernement a besoin d'une infrastructure matérielle et sociale. L'agriculture indienne traverse actuellement une passe très difficile; de nombreux districts sont en butte à l'agitation paysanne et échappent pour l'essentiel au contrôle du gouvernement.

Nagaraj Rayaprolu a estimé que la recherche pouvait faire œuvre utile en montrant que le problème de la pauvreté ne se résume pas à l'accès à la nourriture. L'accès à l'eau, par exemple, est maintenant l'un des grands défis que doit relever l'Inde. De plus, il existe un risque de conflit entre ceux qui réclament plus de libéralisation, et la nécessité pour l'Etat de s'impliquer davantage dans les investissements sociaux et la mobilisation des ressources. Dans les régimes libéraux, le développement est passé par une alliance étroite entre l'Etat et les grandes sociétés qui le poussent à s'engager sur une voie plus libérale encore et pour une croissance axée sur les exportations.

Discussion

Dans la discussion qui a suivi, les participants se sont demandés comment l'Inde avait pu éviter la crise de la dette qui avait été à l'origine de tant de problèmes pour de nombreux pays en développement dans les années 1980. Cette situation a été attribuée aux niveaux d'endettement traditionnellement bas de l'Inde, qui empruntait peu sur le marché et dont les emprunts se composaient pour la plupart de crédits accordés à des conditions de faveur par la Banque mondiale et des donateurs bilatéraux. Les réformes qui ont eu lieu en 1991 ont été entreprises en réponse à la crise de la balance des paiements, causée en partie par l'effondrement de l'Union soviétique, qui était le principal partenaire commercial de l'Inde.

La croissance de l'économie indienne est à attribuer en grande partie à l'expansion du secteur des services, surtout dans le domaine des télécommunications et des logiciels. Les industries manufacturières et le traitement informatique ont aussi connu une forte croissance. Cependant, Nagaraj Rayaprolu a estimé que l'Inde avait eu tort de concentrer les investissements sur l'enseignement supérieur plutôt que sur l'enseignement primaire car, de ce fait, elle manquait d'ouvriers qualifiés pour rivaliser avec la Chine sur le terrain de la production.

Comme l'a relevé l'exposé, il existe une tension entre la stratégie économique de l'Etat indien, qui dépend de plus en plus du maintien de la confiance du secteur privé, national et étranger, et la nécessité d'investir dans le secteur public. Les décideurs misent pour l'essentiel sur le fait qu'en gardant la confiance du secteur privé, ils auront des recettes fiscales plus grandes et seront en mesure d'accélérer le programme d'investissements. Nagaraj Rayaprolu a cependant estimé que c'était là méconnaître la vulnérabilité et l'instabilité risquant d'en résulter pour l'économie.

En ce qui concerne la redistribution, les réformes agraires radicales n'entrent généralement pas en ligne de compte, même dans les milieux universitaires, en partie parce que le principal problème de l'Inde n'est pas la terre mais l'eau. De fait, même si les terres étaient redistribuées, peu de gens en profiteraient parce qu'il n'y aurait pas assez d'eau pour que la terre puisse être exploitée de façon rentable. Le plan qui garantit 100 jours de travail par an à ceux qui le veulent est un aspect important de la politique sociale indienne.

La discussion a aussi porté sur le soutien apporté par les Etats-Unis au Costa Rica au début des années 1980. Les participants ont constaté qu'il avait eu des aspects à la fois positifs et négatifs. Si l'aide des Etats-Unis s'est accompagnée de contraintes politiques, elle a sans nul doute permis au Costa Rica de surmonter la crise financière beaucoup plus rapidement qu'il n'aurait pu le faire autrement.

Le choix entre les modèles néolibéral et social-démocrate est compliqué par les vues divergentes que défendent, d'une part, le gouvernement, les partis politiques et les grandes entreprises (en majorité les entreprises multinationales) favorables à l'Accord de libre-échange centroaméricain (ALECA) et, d'autre part, un mouvement hostile à l'ALECA, qui se compose de partis politiques, d'intellectuels, de paysans, de coopératives et de syndicats. Le Costa Rica, en tant que tel, se trouve maintenant à la croisée des chemins et Juliana Martínez Franzoni a estimé que s'il ratifiait l'ALECA, le dilemme sera résolu en faveur de l'orientation néolibérale.

La discussion a aussi soulevé la question des migrants du Nicaragua qui constituent une main-d'œuvre bon marché au Costa Rica. Ces travailleurs migrants ont très largement contribué au succès du Costa Rica et tiennent une place importante dans l'agriculture et comme employés de maison. Ils bénéficient, jusqu'à présent, des services sociaux de l'Etat.

Juliana Martínez Franzoni a relevé la nature différente du dynamisme du secteur étranger et du secteur national au Costa Rica: le premier est un moteur de croissance, alors que le second crée des emplois, bien qu'il s'agisse de plus en plus d'activités indépendantes. Le secteur informel, quant à lui, est hétérogène et va des hommes d'affaires qui ont les moyens de payer leurs cotisations au titre de la sécurité sociale, aux vendeurs de rue, qui ne les ont pas. La recherche devra donc faire des distinctions entre les différents types de travailleurs du secteur informel.

Enfin, il a été relevé que, dans toutes les études de cas, les chercheurs devaient s'intéresser non pas seulement à l'inégalité et à la pauvreté des revenus, mais aussi à la pauvreté comme qualité de vie des pauvres. Ils devraient ainsi se demander si l'accès des pauvres au logement, à l'eau et au réseau d'assainissement, par exemple, s'est amélioré.

Séance de clôture—Conclusions et memento pour la recherche

Yusuf Bangura a récapitulé les points que la recherche devait éclaircir et les données nécessaires aux comparaisons entre études de cas. Il a commencé par faire l'éloge des documents thématiques, qui avaient eu l'utilité de soulever des questions théoriques et méthodologiques, et avaient aidé à comparer les expériences des divers pays. Les exposés sur les études de cas ont aussi jeté des éclairages très utiles sur la pauvreté et les inégalités et la façon dont elles sont affectées par la dynamique inhérente à l'économie, à la politique sociale et à la vie politique nationale. Cependant, les questions avaient été traitées de manière inégale d'une étude de cas à l'autre. Certains chercheurs commençaient seulement à entrevoir comment ils allaient procéder alors que d'autres, en particulier ceux qui avaient déjà travaillé sur les Etats développementaux et les régimes de protection sociale, avaient des idées assez nettes sur la manière de procéder.

Il a expliqué que, outre les études de cas, un travail serait réalisé à l'UNRISD pour replacer leurs conclusions dans un contexte plus général en vue du rapport prochain sur la pauvreté. Ce travail consistera notamment à produire des données agrégées portant sur plusieurs pays et permettra de rendre compte des tendances mondiales observées sur les questions traitées dans chaque chapitre du rapport. Néanmoins, les cas devraient être aussi comparables que possible.

Pour les études de cas, des instructions détaillées ont été données sur six grands domaines, pour faciliter les comparaisons. Si l'on veut que les études de cas soient comparables, il est important de veiller à ce que les thèmes principaux à traiter dans ces grands domaines soient comparables. Il faut donc un ensemble de données essentielles qui aident à comprendre les caractéristiques de base des pays dans les domaines de l'économie, de la protection sociale et des processus politiques.

Il sera crucial d'analyser sur de longues périodes la voie de la croissance ou du développement suivie par les pays. Les exposés n'ont pas tous suffisamment traité de cette question. Certains ont concentré leur attention sur le système social ou sur des jugements officiels portés sur les stratégies de développement. Les stratégies de croissance et les transformations qu'elles induisent doivent être étudiées de manière systématique. Cette étude peut prendre pour objet les stratégies de transformation

industrielle et leurs répercussions sur d'autres secteurs de l'économie tels que l'agriculture, les services et le secteur informel. L'exposé sur l'Inde a montré que l'on pouvait s'attendre à ce que ces secteurs jouent des rôles différents, voire complémentaires, dans le développement et la réduction de la pauvreté.

La plupart des pays ont combiné diverses stratégies—industrialisation axée sur la substitution de produits nationaux aux importations et croissance tirée par les exportations ou promotion des exportations—mais avec des degrés de réussite divers. Il est capital de procéder à une étude systématique des relations entre l'Etat et les producteurs, en particulier les entreprises, pour comprendre la dynamique des stratégies de développement. La littérature sur les Etats développementaux et les diverses formes du capitalisme ouvre des perspectives instructives à cet égard.

Il faut des données pour aider à comprendre les processus et les niveaux de changement structurel, les secteurs de l'économie qui sont les moteurs de la croissance et la mesure dans laquelle les stratégies de croissance affectent les marchés du travail d'un secteur à l'autre. Parmi les données ou indicateurs de base figurent les changements de la part du PIB que représentent le secteur manufacturier, l'agriculture et les services (il peut être nécessaire de ventiler le secteur des services pour séparer les activités peu productives du secteur informel de celles qui le sont plus); les changements survenus dans l'emploi sectoriel; la productivité de la main-d'œuvre et les niveaux de revenu ou la dispersion des revenus selon les secteurs et les différences entre eux; et enfin la part des importations entrant dans les stratégies industrielles et la mesure dans laquelle les besoins d'importation sont satisfaits. D'autres données économiques de base sont essentielles et incluent la croissance, la mobilisation des ressources (fiscalité et épargne) et les investissements, en particulier les investissements publics. Elles devraient permettre de bien comprendre comment le fonctionnement de l'économie et la voie choisie pour la faire croître affectent la distribution du revenu et la pauvreté, notamment les effets des politiques fiscales sur la pauvreté et les inégalités avant les transferts sociaux.

Les instructions donnent également des indices sur les types de données attendues sur la politique sociale. Certains pays, comme le Botswana, le Kenya, l'Inde et la Malaisie, n'ont pas de solide tradition en matière de sécurité sociale, car la plus grande partie des dépenses sociales est axée sur les services sociaux. Les recherches sur le système social dans ces pays sont donc peu développées. Les équipes de chercheurs dans ces pays devront produire des données sur la protection sociale et les systématiser en étendant leurs investigations au-delà des services sociaux.

Des données sont nécessaires sur les dépenses sociales en pourcentage du PIB, détaillées par type de dépenses; les dépenses consacrées à la sécurité sociale en pourcentage du PIB, là encore ventilées selon les programmes; la façon dont les institutions—l'Etat, les marchés, les communes, les familles, les ONG—se partagent les services sociaux; le financement des programmes de sécurité sociale; la proportion allouée par le budget et la proportion financée par des cotisations volontaires ou obligatoires; le caractère multirisque de ces programmes et leur valeur monétaire; le pourcentage de la population qu'ils couvrent; les conditions à remplir pour y avoir droit (sont-ils universels ou prévus pour certains groupes seulement et, dans ce cas, quelles sont les conditions fixées?); les taux de remplacement (la proportion du revenu à laquelle correspondent les prestations); les dépenses pour la mise en valeur du capital humain (éducation et formation); et l'usage des fonds sociaux à des fins de développement. L'analyse devrait finalement montrer l'étendue de la redistribution et l'impact sur la pauvreté et les inégalités après les transferts sociaux. Les instructions fournissent aussi des directives détaillées sur les types de données attendues concernant la fourniture des services sociaux (tels que l'eau, l'éducation et la santé) et la pauvreté.

Yusuf Bangura a signalé que des chapitres du rapport sur la pauvreté (voir encadré 1) seraient spécifiquement consacrés aux questions de genre, d'appartenance ethnique et de catégories de revenu. Aussi les données sur la pauvreté et les inégalités devraient-elles être aussi détaillées que possible pour être utiles au personnel de l'UNRISD qui rédigera ces chapitres. De plus, il faudra suivre la pauvreté sur de longues périodes, en étant attentif aux différences qu'elle présente lorsque les pays changent

d'orientation politique ou réforment leurs politiques et montrer quels groupes sont restés pauvres en dépit de ces changements. Il a été fait allusion à la critique de Sanjay Reddy à propos du dollar par jour utilisé pour mesurer la pauvreté dans le monde. Lorsqu'il n'y a pas de données comparables fiables au niveau international, Sanjay Reddy a proposé d'utiliser les seuils de pauvreté nationaux, qui tiennent compte de manière adéquate des besoins élémentaires ou, suivant Amartya Sen, des capacités humaines élémentaires. Il sera donc important de s'interroger sur les données et les seuils nationaux de pauvreté et d'en indiquer, le cas échéant, les faiblesses. Il y a bien entendu l'aspect "qualité de vie" de la pauvreté qu'a évoqué Onalenna Selolwane. Les équipes de chercheurs devront aussi se demander si les seuils de pauvreté rendent vraiment la qualité de vie de ceux qui se situent juste au-dessus de ce seuil.

Yusuf Bangura a aussi relevé la discussion considérable à laquelle ont donné lieu les inégalités de revenu fonctionnelles et personnelles. Aux fins de ce projet, les équipes de chercheurs devront examiner les deux types d'inégalité car tous deux peuvent donner des résultats intéressants. Elles s'attacheront surtout à mettre en évidence les liens entre pauvreté et inégalité et, en particulier, à suivre la structure et l'évolution des inégalités selon les régimes politiques et les périodes.

Enfin, les équipes de chercheurs devront décrypter les configurations institutionnelles présentes dans les études de cas. Robert Boyer a jeté un éclairage utile sur ce sujet. Les auteurs des documents thématiques seront retenus comme conseillers du projet. La recherche doit comprendre quelles institutions et politiques précises soutiennent les stratégies de développement dans les différents secteurs de l'économie, et quels sont leurs effets sur la croissance, la pauvreté et les inégalités. La difficulté consistera à adopter une dimension temporelle qui aide à comprendre les configurations institutionnelles et les changements en la matière, surtout dans les économies qui ne sont pas bien intégrées.

Discussion

Une série de commentaires a porté sur les données demandées pour le projet. John Stephens a déclaré qu'il avait récemment recueilli des données similaires pour la région de l'Amérique latine et pouvait donner des conseils sur ce qu'il était possible de faire et ce qui ne l'était pas. Il s'est rendu compte en particulier que les données du FMI sur les dépenses sociales avaient la faiblesse, pour les pays à structure fédérale, d'inclure seulement les dépenses sociales faites au niveau fédéral et non pas celles faites par les Etats. Les chercheurs avaient pu rassembler de meilleures données en utilisant celles de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Cependant, il est peu probable que l'on puisse procéder de cette manière pour le monde entier. La base de données mondiale sur les inégalités de revenus (WIID) a l'avantage d'indiquer l'origine des données. Les indicateurs de la libéralisation économique sont limités et ceux qui existent ne corrèlent pas bien, même lorsqu'ils sont censés mesurer la même chose. Bien qu'il puisse y avoir des faiblesses de calcul, les statistiques correspondant aux seuils de pauvreté d'un dollar et de deux dollars par jour sont les seules qui portent sur de très vastes populations et qui puissent être comparées au niveau international. De plus, Naren Prasad et Eugenio Villar ont tous deux proposé de mettre à disposition les ensembles de données qu'ils ont utilisés pour leurs travaux sur la construction d'un indice de politique sociale et sur les déterminants sociaux de la santé, respectivement.

Sanjay Reddy, quant à lui, a mis en garde contre le danger de trop faire confiance au coefficient de Gini comme indicateur de l'inégalité. L'inégalité est complexe et peut être ambiguë; de ce fait, il importe de ne pas s'arrêter au coefficient de Gini, de détailler les groupes et d'examiner les disparités relatives entre eux.

Plusieurs participants ont jugé important de faire une liste des données, selon les dimensions économiques, politiques et institutionnelles de la recherche, que toutes les équipes de chercheurs devraient présenter dans leurs rapports et qui permettraient de meilleures comparaisons entre pays. Ces données quantitatives, même si elles n'entrent pas dans les régressions et corrélations de la recherche définitive, pourraient être un bon moyen de s'assurer que les chercheurs comprennent bien les cas.

Thandika Mkandawire a constaté que trois littératures différentes qui d'habitude ne communiquent guère—sur l'Etat développemental, l'Etat providence et les transitions démocratiques—avaient informé les discussions de l'atelier. Pour essayer d'intégrer ces littératures dans le traitement des questions de pauvreté et d'inégalité, il faudrait de nouveaux éclairages et peut-être de nouveaux types de données. Par exemple, l'étude des transitions démocratiques peut livrer des résultats différents si les chercheurs s'intéressent aussi aux questions d'équité et de développement. Il est important de distinguer aussi entre les changements conjoncturels et les changements structurels car ils ont des conséquences différentes pour la compréhension des changements apportés aux régimes politiques.

La discussion a aussi mis en lumière l'intérêt que porte la recherche aux politiques et la critique implicite de démarches actuelles telles que les DSRP. Il est important de recenser les éléments qui aident à comprendre les transitions entre régimes politiques et les voies différentes empruntées pour réduire la pauvreté. Les questions à se poser dans les trois domaines d'étude du projet sont énumérées explicitement dans les instructions. Il a été cependant entendu que l'UNRISD dégagerait des hypothèses possibles du présent document pour donner une orientation commune aux équipes de chercheurs.

Les quatre chercheurs qui ont présenté des documents thématiques ont été félicités pour leur contribution. Il a été constaté que, comme la recherche demandait beaucoup aux équipes chargées des études de cas, elles seraient sans doute ravies de pouvoir compter tout au long du projet sur les conseils des chercheurs thématiques. Il a été également convenu que des recommandations d'ouvrages pertinents seraient faites pour guider les équipes de recherche dans leur travail.

Robert Boyer a proposé de faire la distinction entre les approches spécifiques à tel ou tel cas, puisque chaque pays a une configuration institutionnelle qui lui est propre, et celles qui recherchent des thèmes communs entre les études de cas mais sans adopter une référence ou un type idéal auquel tous les autres cas seraient comparés. On pourrait, par exemple, comparer le Costa Rica à la France puisque, aux niveaux politiques et économiques, les questions soulevées dans le rapport sur le Costa Rica sont semblables à celles avec lesquelles les intellectuels se débattent en France. A cet égard, la poursuite des échanges entre les participants à l'atelier pourrait déboucher sur deux types de travaux: certains attribuant à de nouveaux mécanismes la cause des changements; et d'autres travaillant sur de nouvelles lectures des analyses comparatives entre les études de cas. Cela l'a amené à distinguer entre la méthode déductive de la grande théorie, qui a la faveur des néoclassiques, et le travail comparatif de type plus intense, qui exige que l'on rassemble des preuves pour confirmer ou infirmer une théorie ou une conception particulière. Il a évoqué son étude comparative des Etats-Unis et de la France, qui cherche à généraliser, pour autant qu'elle soit utile, l'application du concept de complémentarité institutionnelle. Il a estimé que l'hypothèse de la complémentarité institutionnelle pouvait éclairer les cas dans lesquels les réformes avaient été couronnées de succès; et qu'il est possible de trouver un niveau de généralité qui s'applique à tous les cas, et peut-être des situations dans lesquelles un cas peut être comparé à plusieurs autres. Il peut en résulter finalement des situations très diverses parce que, selon ses propres termes, on ne trouve jamais le principe fondateur mais simplement la réarticulation de choses qui doivent encore donner lieu à des décisions d'économie politique, ce qui les rend moins déterministes.

Il a été décidé qu'il y aurait un site Web accessible aux membres des équipes de recherche et qu'ils pourraient ainsi se communiquer des documents et poursuivre la discussion sur les recherches. Tous les participants ont été encouragés à s'en servir pour faire connaître toute littérature qu'ils jugeraient utile à d'autres membres du groupe.

En conclusion, la question qui sous-tend la recherche a été formulée en ces termes: comment mettre en place des Etats développementaux, démocratiques et sans exclusive? Les recherches passées de l'UNRISD sur la politique sociale dans un contexte de développement ont montré que nombre de pays n'avaient pas su remplir ces trois conditions en même temps, que beaucoup n'en avaient rempli que deux ou même une seule et que d'autres avaient failli dans les trois domaines. Le présent projet cherche à comprendre *pourquoi* les pays ont réussi ou non à combiner ces trois dimensions.

Encadrés

ENCADRE 1 : PLAN PREVU POUR LE RAPPORT DE L'UNRISD SUR LA PAUVRETE

Introduction

Section une: Développement économique et pauvreté

1. Stratégies de développement et réduction de la pauvreté dans différents régimes politiques
2. Politiques macroéconomiques

Section deux: Inégalités et pauvreté

3. Inégalités des richesses et des revenus
4. Inégalité des sexes
5. Inégalités ethniques et spatiales

Section trois: Politique sociale et pauvreté

6. Les objectifs multiples de la politique sociale
7. Institutions fournissant des services sociaux (Etats, marchés, ONG, collectivités, famille)
8. Protection sociale
9. Services de base universels
10. Soins, assistance et pauvreté
11. Financement de la politique sociale

Section quatre: Les politiques d'élimination de la pauvreté

12. Entreprises organisées et politique sociale
13. Mouvements sociaux et réduction de la pauvreté
14. Démocratisation et enjeux politiques des stratégies de réduction de la pauvreté
15. Capacité de l'Etat développemental et réforme institutionnelle

Conclusion

ENCADRE 2 : CLASSIFICATION DES CAS DE RECHERCHE

	Autoritaires	Démocratiques
Forte transformation structurelle	Province chinoise de Taiwan	→ Finlande
	République de Corée	→ Irlande
	Singapour	→
Transformation structurelle moyenne	Brésil	→ Inde
	Afrique du Sud	→ Costa Rica
	Malaisie	→ Maurice
	Chine	
Transformation structurelle faible	Kenya	→ Botswana
	Mozambique	→ Sri Lanka
	Viet Nam	→

Note: sont en gras les huit cas qui feront l'objet de recherches approfondies; des documents récapitulatifs seront commandés pour les autres cas.

Programme

Mercredi, 21 février 2007

9h30–10h30 Séance d'ouverture

Allocution d'ouverture et présentation du projet—Thandika Mkandawire, Yusuf Bangura

11h00–12h00 Séance 1

Présidence: Peter Utting

Complémentarités institutionnelles, stratégies de croissance et réduction de la pauvreté—

Robert Boyer

14h00–15h00 Séance 2

Présidence: Katja Hujo

Régimes de protection sociale et réduction de la pauvreté—John Stephens

15h30–17h00 Séance 3

Présidence: Rolph van der Hoeven

Mesurer la pauvreté et les inégalités dans le monde: problèmes de données, de méthodes et de résultats—Sanjay Reddy

Distribution fonctionnelle et personnelle des revenus et pauvreté—Franklin Serrano

Jeudi, 22 février 2007

9h00–10h30 Séance 4

Présidence: Peter Utting

Etude de cas de l'Irlande—Peadar Kirby

Etude de cas de la Finlande—Jaakko Kiander

11h00–12h 30 Séance 5

Présidence: Shahra Razavi

Etude de cas de la province chinoise de Taiwan—Yeun-wen Ku

Etude de cas de la Malaisie—Khoo Boo Teik

13h30–15h00 Séance 6

Présidence: Yusuf Bangura

Etude de cas du Brésil—Sônia Draibe

Etude de cas de l'Afrique du Sud—Jeremy Seekings

13h30–15h00 Séance 7

Présidence: Kléber Ghimire

Etude de cas du Botswana—Onalenna Selolwane

Etude de cas du Kenya—Mohamud Jama

Vendredi, 23 février 2007

9h00–10h30 Séance 8

Présidence: Naren Prasad

Etude de cas du Costa Rica—Juliana Martínez Franzoni

Etude de cas de l'Inde—Nagaraj Rayaprolu

11h00–13h00 Séance de clôture

Conclusions et memento pour la recherche—Yusuf Bangura

Participants

Robert Boyer
Centre pour la recherche économique et ses applications (CEPREMAP)-ENS
France

Antia Castedo
Département de l'équité dans la santé
Organisation mondiale de la santé
Suisse

Sônia M. Draibe
Institut d'économie
Université of Campinas
Brésil

Samuel K. Gayi
Division pour l'Afrique, les pays les moins avancés et les programmes spéciaux
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Suisse

Mohamud Jama
Institute for Development Studies
Université de Nairobi
Kenya

Khoo Boo Teik
Ecole des sciences sociales
Universiti Sains Malaysia
Malaisie

Jaakko Kiander
Labour Institute for Economic Research
Finlande

Peadar Kirby
Centre of International Studies
Université de la ville de Dublin
Irlande

Yeun-wen Ku
Université nationale de Chi Nan
Province chinoise de Taiwan

Juliana Martínez Franzoni
Institut de recherche sociale
Université du Costa Rica
Costa Rica

Richard Kozul-Wright
Division de la mondialisation et des stratégies de développement
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Suisse

Nagaraj Rayaprolu
Indira Gandhi Institute of Development Research
Inde

Bongiwe Peguillan
Département de l'équité dans la santé
Organisation mondiale de la santé
Suisse

Sanjay Reddy
Department of Economics
Columbia University
Etats-Unis

Gerry Rodgers
Institut international d'études sociales
Organisation internationale du Travail
Suisse

Jeremy Seekings
Université du Cap
Afrique du Sud

Onalenna D. Selolwane
Université du Botswana
Botswana

Franklin Serrano
Université fédérale de Rio de Janeiro
Brésil

Orielle Solar
Département de l'équité dans la santé
Organisation mondiale de la santé
Suisse

John Stephens
Université de Caroline du Nord
Etats-Unis

Rolph van der Hoeven
Groupe des politiques internationales
Organisation internationale du Travail
Suisse

Eugenio Villar
Département de l'équité dans la santé
Organisation mondiale de la santé
Suisse

Participants de l'UNRISD

Yusuf Bangura, coordonnateur de recherches
Daniella Barrier, consultante
Santiago Daroca, assistant de recherche
Kléber Ghimire, coordonnateur de recherches
Terence Gomez, coordonnateur de recherches
Eleanor Hutchinson, assistante de recherche
Katja Hujo, coordonnatrice de recherches
Tom Lavers, assistant de recherche
Shea McClanahan, assistante de recherche
Jose Carlos Marques, assistant de recherche
Thandika Mkandawire, Directeur
Naren Prasad, coordonnateur de recherches
Shahra Razavi, coordonnatrice de recherches
Zarine Rocha, assistante de recherche
Anna Sagan, assistante de recherche
Peter Utting, Directeur adjoint



L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est une institution autonome qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains ayant une incidence sur le développement. Il est guidé dans son travail par la conviction qu'il est indispensable, pour définir des politiques efficaces de développement, de bien comprendre le contexte social et politique. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les politiques de développement et les changements d'ordre économique, social et environnemental affectent divers groupes sociaux. Travaillant au travers d'un vaste réseau de centres de recherche nationaux, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

Ses recherches actuelles portent notamment sur les thèmes suivants: Politique sociale et développement; Démocratie, gouvernance et bien-être; Marchés, entreprises et réglementation; Société civile et mouvements sociaux; Identités, conflit et cohésion; et Genre et développement.

Il est possible de se procurer la liste des publications de l'Institut, avec leurs prix pour celles qui ne sont pas gratuites, en s'adressant au Centre de référence, UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; téléphone: 41 (0)22 917 30 20; fax: 41 (0)22 917 06 50; info@unrisd.org; www.unrisd.org.

L'UNRISD est reconnaissant à l'Agence suédoise d'aide au développement international (Sida) du soutien qu'elle apporte à ses travaux sur la réduction de la pauvreté et les orientations politiques, y compris à cet atelier, et remercie aussi les gouvernements de Finlande, du Mexique, de Norvège, du Royaume-Uni, de Suède et de Suisse qui assurent le financement de son budget général.

Ce **Conférence Infos** a été rédigé par Yusuf Bangura et Tom Lavers.

Institut de recherche des Nations Unies
pour le développement social (UNRISD)
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse

Téléphone : 41 (0)22 9173020
Fax : 41 (0)22 9170650
info@unrisd.org
www.unrisd.org

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Poverty Reduction and Policy Regimes* (Conference News, UNRISD/CN17/07/1, July 2007). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.